

Intégration africaine

UNE PRIORITÉ POUR L'ALGÉRIE

Page 3

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7868– MERCREDI 17 AVRIL 2024

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Bibliothèque de Benbadis

SOUS LA HOULETTE DE DJAMAÂ EL DJAZAÏR

Page 2

AFIN DE POUVOIR LANCER LE PROCHAIN PROGRAMME

OBLIGATION D'ACHEVER L'AADL 2

Les instructions du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, sont sans ambigüité. Il a insisté, à maintes reprises, sur la nécessité de clore définitivement le chapitre AADL 2, afin de lancer le programme AADL 3. C'est dans ce cadre que les visites surprises sur les chantiers se multiplient et que les rappels à l'ordre des entreprises réalisatrices se font insistants.

Page 3



LE PLAIDOYER DES EXPERTS

Accélérer la transition énergétique

Page 4

PRISE EN CHARGE DE L'HÉMOPHILIE

Appel à de nouvelles options thérapeutiques

Page 5

4e FESTIVAL DU FILM MÉDITERRANÉEN

Annaba célèbre le cinéma à 360°

Page 9

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

BLIDA CÉLÈBRE YOUM EL-ILM EN MILIEU SCOLAIRE

Des festivités riches et variées

LE 16 AVRIL de chaque année, la wilaya de Blida, à l'instar des autres wilayas du pays, célèbre Youm el-ilm (la journée du savoir). Cette date correspondant à l'anniversaire de la mort de l'illustre Abdelhamid Ibn Badis (le 84e cette année), figure emblématique du mouvement réformiste musulman en Algérie.

A l'occasion de Youm el-ilm, un riche programme d'activités sportives, artistiques, culturelles et autres a été établi par l'ensemble des établissements scolaires, tous paliers confondus, sous la houlette de la direction de l'éducation de la wilaya de Blida, qui ne manque pas d'innover à chacune des festivités.

La direction de l'éducation n'a pas raté l'occasion de célébrer Youm el-ilm, hier, avec les élèves des établissements scolaires, qui ont vibré sous les airs musicaux, les chansons et les poésies à la gloire d'Abdelhamid Ibn Badis. Ils ont également entonné des quasidates et récité des versets coraniques.

Cette journée a été animée par une exposition de travaux manuels et de réalisations artistiques effectuées par les élèves. Des prix récompensant les lauréats des différents concours nationaux et internationaux, dans toutes les matières scolaires, ont été distribués.

Dans le même ordre d'idées, une finale d'inter-lycées a eu lieu dans les studios de la radio locale (Radio Blida). Cette dernière a été organisée par la direction de l'éducation de Blida, en collaboration avec la radio de Blida. Les élèves des trois lycées finalistes, le lycée Ibn Toumert de Boufarik, le lycée Merdji de Oued El-Alleug et le lycée Mebarek-El Mili de Bouinan, ont eu à débattre et à répondre aux questions préparées par la commission. Cette finale, sous l'appellation de « El-Alama el-kamila », a été animée par le talentueux journaliste de la radio, Liès Bellabes.

Il convient de noter que le secrétaire général de la wilaya de Blida, Kamel Hadji, a procédé, avec la délégation qui l'accompagnait, à l'inauguration d'un établissement scolaire à Diar El-Bahri, dans la commune de Beni Mered.

T. Bouhamidi

BIBLIOTHÈQUE PERSONNELLE DE BENBADIS

Le don acté entre la nièce de l'imam et le recteur de Djamaâ El Djazair

La célébration de Youm El-Ilm (la Journée du Savoir), coïncidant avec le 16 avril, date de la disparition en 1940 de Cheikh Abdelhamid Benbadis, a été marquée cette année par un événement particulier. Le don d'une grande partie de la bibliothèque de Cheikh Abdelhamid Benbadis, fait par la famille du chef de file des réformateurs, à la Grande Mosquée d'Alger.

Légende : Une cérémonie toute particulière.



Une cérémonie toute particulière.

Une cérémonie toute particulière a marqué cette journée par ce don officiellement acté entre le recteur de Djamaa el Djazair, Cheikh Mohamed Mamoune El Kacimi El Hassini, et la nièce du Cheikh Benbadis, Mme Fouzia Benbadis. Cette dernière a fait savoir à l'hôte de la ville des Ponts que son défunt père et frère du Cheikh Abdelhamid, « Abdelhak Benbadis, avait insisté avant son décès pour qu'une grande partie du patrimoine légué par le Cheikh Abdelhamid, notamment sa bibliothèque, soit intégrée au patrimoine culturel national afin que les jeunes générations puissent en profiter ».

La bibliothèque personnelle de Cheikh Abdelhamid Benbadis a ainsi été officiellement remise à Djamaâ El Djazaïr à cette occasion. « La bibliothèque contient environ près de 9 000 ouvrages touchant divers domaines du savoir dont, entre autres, la civilisation islamique, les questions jurisprudentielles, les sciences du tafsir, la littérature et la poésie, dont Cheikh Abdelhamid Benbadis se servait lors de son parcours intellectuel et de réforme », a fait savoir M. Abdelaziz Filali, président de la Fondation Abdelhamid Benbadis, mettant l'accent sur l'importance de l'initiative visant à préserver un pan de la mémoire nationale.

La célébration de la Journée du Savoir a débuté par une visite de la délégation ministérielle au carré du cimetière familial des Benbadis, où une gerbe de fleurs a été déposée sur la sépulture du défunt Cheikh, suivie de la lecture de la Fatiha.

La deuxième étape du périple constantinois du représentant de la nouvelle mosquée de la capitale a inclus des visites à deux anciennes mosquées, Djamaa El Kebir et Djamaa Rabaine Chérif, deux lieux de culte enracinés dans la vieille ville et qui ont rayonné par le passé grâce au rôle qu'ils ont joué dans l'éducation et l'instruction de plusieurs générations de jeunes issus de toute la région Est du pays et même au-delà. La première, située dans le quartier dit Djazarine au centre de la médina, a fait l'objet de travaux de restauration et a rouvert ses portes début 2023. Le ministre a été informé des efforts déployés pour ressusciter ce lieu de culte historique. La mosquée fut construite par le Bey Hassan ben Hussein, surnommé Abou Hanak, qui a gouverné Constantine de 1149 à 1168 de l'Hégire. Elle est considérée comme un lieu de culte et d'éducation, et l'Association des oulémas musulmans s'en est servie pour diffuser la connaissance et ainsi lutter contre l'ignorance imposée alors par le colonialisme.

Ben Badis en a aussi fait une école pour mettre en place un noyau d'hommes et de femmes qui constitueront par la suite l'élite que le Cheikh voulait porteuse de réformes, pour guider la nation à mieux connaître sa religion, corriger ses croyances et unifier ses rangs contre le colonialisme. Benbadis y a enseigné pendant 25 ans les sciences du Coran, le fiqh et l'interprétation du livre saint.

La mosquée Rabaine Chérif, également rénovée, a rouvert ses portes en août 2023. L'édifice a également été un phare pour l'éducation coranique et les préceptes de la religion, d'où sont issues plusieurs personnalités, dignes descendances de l'Imam Cheikh Abdelhamid Ben Badis.

Plusieurs personnalités ont assisté à l'événement, dont l'ex-ministre de l'Éducation nationale Mme Z'hor Lounissi, le président de la Fondation Abdelhamid Benbadis, le président de l'Association des Oulémas musulmans dont le Cheikh fut l'initiateur du projet, aux côtés de plusieurs de ses compagnons tels que Bachir Al Ibrahimi, Mohamed Laid Al Khalifa, Tayeb El Oqbi ou encore M'barek El Mili, pour ne citer que ceux-là, et surtout des membres de la famille du défunt Cheikh.

Amine B.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU HCA À TIZI OUZOU

Lancement de plusieurs projets

LE SECRÉTAIRE général du Haut-Commissariat de l'Amazighité (HCA), Hachemi Assad, était hier à Tizi Ouzou pour une visite de deux jours, où il a donné le coup d'envoi de plusieurs projets en corrélation avec tamazight. Accompagné d'une délégation importante, composée essentiellement de chercheurs et spécialistes en tamazight, le secrétaire général du HCA s'est d'abord rendu au siège du centre cultuel et loisirs scientifiques où il a expliqué les objectifs de sa mission.

Dans son discours d'ouverture, Hachemi Assad est longuement revenu sur le riche parcours fait par tamazight depuis notamment la création du HCA en 1995. Il a cité tous les acquis et réalisations dans ce domaine, grâce à l'implication de toutes les compétences nationales, en plus des efforts de l'Etat notamment dans la création des conditions nécessaires pour la recherche scientifique et la création d'espaces utiles à cet effet.

Revenant sur l'importance de la culture et la langue amazight, Hachemi Assad dira qu'elle constitue le socle de l'unité nationale, plaidant à ce que les débats soient dépassionnés pour laisser place à la recherche. De son côté, le wali, Djillali Doumi, a mis un accent particulier sur la valeur de tamazight qui est une composante nationale et « le socle identitaire de la nation algérienne ». Pour sa part, Farida Yacef, cadre du HCA et membre de la délégation conduite par Hachemi Assad a évoqué les différentes missions exécutées par le HCA, surtout le rendement assuré. Idem concernant les productions littéraires et scientifiques. Dans le même espace, il y a eu regroupement national des inspecteurs pédagogiques de tamazight qui ont ouvert des ateliers dont les travaux s'étaleront sur quatre jours.

Hachemi Assad et le cortège l'accompagnent ont ensuite pris la direction de l'université Mouloud-Mammeri, plus explicitement la faculté de biomédicale, où une convention a été signée entre le HCA et l'université portant sur le partenariat dans le domaine de la recherche scientifique concernant la langue et la culture amazighe. Le recteur de l'université, le Pr Ahmed Bouda a profité de cette opportunité pour donner le riche bilan réalisé par l'institution qu'il dirige en matière de production dans le domaine de tamazight. Cependant, il soulignera le déficit concernant le nombre d'enseignants.

« Nonobstant l'existence des postes budgétaires, nous éprouvons des difficultés à recruter des enseignants en tamazight ; ce qui nous a conduits à signer une convention avec l'université de Béjaia dont la collaboration permettra de combler cette lacune », a-t-il souligné.

Il a également fait lecture de certaines données concernant le département de langue et culture amazighes (DLCA). Il annoncera effectivement que le DLCA compte 1311 étudiants, délivré une centaine de doctorats et enregistré autant de titres de Magister.

Notons enfin que Hachemi Assad, dans un point de presse, est revenu sur la réalité de tamazight en Algérie depuis notamment la création du HCA.

« Aujourd'hui, a-t-il indiqué, tamzight est enseigné dans 44 wilaya et nous œuvrons pour qu'elle soit enseignée le plutôt possible dans les 58 wilayas ».

S'agissant des dispositions financières nécessaires pour la recherche, il a reconnu qu'il n'existe aucune difficulté. Concernant certaines dispositions de loi sur l'obligation d'enseignement de tamazight à travers tout le territoire national, il a mis en exergue la nécessité de mobiliser le personnel constitutionaliste « car avant tout il faut réunir un cadre légal à cet effet ».

S'agissant enfin des variantes constituant tamazight, le conférencier a indiqué que ce domaine, qui relève de la compétence de l'académie, ne constitue aucunement un frein pour l'épanouissement de la langue et la culture amazighes.

De notre bureau, Saïd Tissegouine

INTÉGRATION AFRICAINE

Une priorité politique et économique pour l'Algérie

La 4e édition du Salon du commerce intra-africain (IATF 2025), qui aura lieu en Algérie en septembre prochain, est un événement stratégique qui reflète la vision et les efforts du pays visant à concrétiser l'intégration économique en Afrique, et ce à travers les différentes stratégies mises en œuvre par les autorités. C'est ce qu'a affirmé hier le directeur général de la Société algérienne des foires et exportations (Safex), Karim Boukadoum.



A la conquête du marché africain.

« Les trois participations précédentes de l'Algérie à cet événement étaient une grande réussite en termes de présence, de qualité et de visiteurs », a-t-il fait savoir lors de son passage sur les ondes de la radio nationale.

Il a également expliqué que la stratégie commerciale mise en œuvre par le groupe Safex, afin de conquérir le marché africain, est présente, notamment à travers « les différents textes juridiques, les organismes provenant du ministère du Commerce ainsi que le dossier de la ZLECAf, qui est en cours, en sus du dossier des zones franches ».

Il a, en outre, mis en avant les succursales de la filiale Tasdir appartenant au groupe Safex, qui sont déjà présentes en Mauritanie, au Sénégal et bientôt en Côte-d'Ivoire et au Cameroun, outre le redéploiement du transport maritime et aérien vers les pays du continent.

Concernant l'installation des succursales en Mauritanie et au Sénégal, M. Boukadoum a affirmé que cette opération a abouti à des résultats convaincants grâce à l'assistance des opérateurs économiques ainsi que la visibilité offerte aux produits algériens. « Des expositions spécifiques dans les deux pays seront organisées d'ici au mois de mai. Nous prévoyons également d'organiser des centrales d'achat à Dakar et Nouakchott afin d'accélérer la mise en vente et la mise en achat de nos produits », a-t-il ajouté. Dans ce sens, il a rappelé que le président de la République a mis l'accent sur la priorité du Continent africain : une priorité politique doublée par une priorité économique.

Par ailleurs, l'intervenant a révélé que les exportations hors hydrocarbures destinées à l'Afrique ont dépassé les 300 millions de dollars pour la Mauritanie. Des chiffres qui seront doublés d'ici à 2025, selon lui. « L'IATF fait partie des événements économiques continentaux particuliers qui vont renforcer nos positions », a-t-il souligné.

Quant à la forte concurrence présente déjà au niveau du continent, avec des investisseurs ancrés dans le marché, le DG de la SAFEX a mis en avant l'importance stratégique et la richesse du continent, notant que « l'Algérie est, à son tour, présente historiquement et politiquement dans la région, et nous sommes en train d'opérer notre retour économique, qui nécessite une réorganisation intérieure et extérieure en traçant les objectifs de développement au niveau du continent », a-t-il expliqué.

« Nous ne pouvons pas ignorer nos concurrents, mais le travail sur l'intégration africaine va nous donner beaucoup plus d'avantages par rapport aux autres, notamment à travers la ZLECAf », a précisé le directeur général de la SAFEX, affirmant que les échanges intra-africains représentent un retour à l'autonomie économique que le continent cherche à atteindre, rappelant qu'environ 80 % de ses exportations sont des matières premières sans transformation ni une valeur ajoutée, d'où l'importance de penser à une intégration complète voire repenser le modèle économique africain.

Rim Boukhari

IL A ENTAMÉ HIER UNE VISITE DE TRAVAIL À NEW YORK

Un agenda chargé pour Attaf

CHARGÉ par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a débuté, hier, une visite de travail à New York. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de cette visite, M. Attaf devra participer à une série de réunions ministérielles sur la question palestinienne, en prévision de l'importante échéance attendue au Conseil de sécurité concernant le dossier de l'adhésion à part entière de l'Etat de Palestine à l'Organisation des Nations Unies, selon la même source.

Dans ce registre, il est utile de rappeler que l'Algérie a, à maintes reprises, affirmé sa solidarité pleine et entière, de même qu'elle ne cessera de plaider haut et fort pour l'adhésion de la Palestine en tant que membre à part entière à l'ONU.

D'autres pays, dont également ceux européens, ont affirmé, de leur côté, qu'ils étaient prêts à reconnaitre l'Etat de la Palestine, d'où il ne serait pas vain de préjuger que leur soutien de l'adhésion de la Palestine à l'instance onusienne.

Concernant la visite de M. Attaf à New York, celui-ci devrait également participer à deux séances de débat de haut niveau au Conseil de sécurité sur le rôle des jeunes face aux défis sécuritaires dans la région méditerranéenne et le soutien à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), selon les précisions du ministère des AE.

Parallèlement, le ministre participera à une réunion de l'Assemblée générale s'inscrivant dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD), notamment ceux liés à l'accès de tous à l'énergie durable.

M. B.

AFIN DE POUVOIR LANCER LE PROGRAMME AADL 3

L'impératif d'en finir avec l'AADL 2

EN APPLICATION des instructions du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, sur la nécessité de clore définitivement le chapitre AADL 2, afin de lancer le programme AADL 3, le directeur général de l'AADL, Fouad Mokrani, a effectué une visite surprise, lundi soir, sur des chantiers de logements relevant du programme AADL 2 dans la wilaya d'Alger.

Ces visites de terrain s'inscrivent dans le cadre de la volonté de l'agence AADL d'accélérer la cadence de réalisation de ses projets de logement et de les livrer aux bénéficiaires dans les délais impartis, tout en garantissant le respect de la qualité et des normes de construction. Il est grand temps d'en finir avec l'AADL 2 afin de pouvoir commencer et se consacrer au programme AADL 3.

Le DG a visité le site des 1 500 logements AADL à Draria et les sites de 1 074 et 926 logements AADL à El-Achour afin de s'enquérir de l'état d'avancement des travaux et de lever les obstacles rencontrés. Lors de l'inspection des travaux d'aménagement intérieur et extérieur, M. Mokrani a constaté des retards dans la réalisation du projet, dus à des entraves rencontrées sur le terrain. Face à cette situation, il a pris des mesures immédiates pour lever ces obstacles et a donné des instructions fermes pour accélérer le rythme des travaux et redoubler d'efforts afin de livrer les logements dans les délais impartis. A cette occasion, M. Mokrani a insisté sur l'impératif pour tous les intervenants dans le projet de mobiliser tous les moyens nécessaires pour finaliser les travaux intérieurs et extérieurs dans les délais impartis, tout en veillant au strict respect de la qualité et des normes de construction.

Le DG a également affirmé que l'agence AADL ne tolérera aucun manquement à la qualité ou aux exigences techniques de la part des entreprises réalisatrices. Toujours dans le cadre des inspections surprises, le directeur général adjoint du management foncier à l'Agence AADL, accompagné d'une commission technique spécialisée, a effectué une visite sur le site des 4 500 logements AADL Bouinan. Cette visite vise à suivre l'évolution des travaux sur le site et à évaluer leur conformité aux normes requises. La commission a inspecté les travaux d'aménagement intérieur et extérieur du site et a formulé des observations qui ont été notifiées aux entreprises réalisatrices pour y remédier dans les meilleurs délais.

Il convient de noter que, plus tôt dans la journée de lundi, le DG de l'AADL avait adressé, lors d'une réunion, des instructions strictes aux directeurs centraux et régionaux en vue de se mobiliser pour la grande opération de distribution de logements prévue dans les prochaines échéances.

INTENSIFIER LES INSPECTIONS SURPRISES DE NUIT

A cette occasion, M. Mokrani a insisté sur la nécessité d'intensifier les visites de terrain inopinées, notamment de nuit, par les directeurs régionaux afin de contrôler le respect du système de travail par alternance 3 fois 8 instruit par le ministre de l'Habitat. Le DG a aussi insisté sur le fait qu'aucun logement ne serait livré s'il n'est pas complètement achevé et s'il n'est pas doté des réseaux primaires et secondaires, en particulier le réseau de fibre optique. Il a également demandé l'organisation d'inspections périodiques des chantiers par des commissions spécialisées, afin de garantir le contrôle de la qualité et de la conformité des réalisations pour la livraison des logements selon les normes requises.

Il a, en outre, ordonné de prendre des mesures fermes contre les entreprises défaillantes et négligentes dans la réalisation des travaux d'aménagement intérieur et extérieur. Il a aussi appelé au lancement de l'opération de la vente de locaux commerciaux dans les logements en cours de finalisation, et ce afin de répondre à tous les besoins de la vie quotidienne dans les cités AADL. Il a donné des instructions aux directeurs régionaux pour lever les réserves et traiter les obstacles qui entravent l'avancement des travaux, en mettant l'accent sur la recherche de solutions et d'alternatives réalistes et immédiates. Il a également souligné la nécessité de coordonner avec toutes les parties prenantes concernées, telles que la Sonelgaz, Algérie Télécom, l'Algérienne des Eaux, les directions de l'urbanisme et de l'architecture, les chefs de projet AADL, les bureaux d'études et les services du contrôle technique de la construction (CTC).

Sihem Bounabi

LE PLAIDOYER DES EXPERTS

Accélérer la transition énergétique

La rationalisation énergétique et le développement des énergies renouvelables devront être les maîtres-mots de la politique énergétique du pays, notamment dans un contexte marqué par une grande consommation locale de gaz naturel, conjuguée au déclin des réserves de pétrole et de gaz avancé par des experts.



Vers un modèle énergétique flexible.

C'est dans cette optique que le Pr Chems Eddine Chitour plaide pour l'élaboration d'une stratégie énergétique nationale, qui sera principalement axée sur les énergies renouvelables. Lors de la célébration hier de la 28e journée de l'énergie, placée sous le thème : «Pour un modèle énergétique flexible 2035», il a souligné la nécessité d'accélérer la transition énergétique malgré les défis rencontrés dans sa mise en œuvre, appelant à l'activation du Haut Conseil de l'énergie pour guider les décisions présidentielles face aux fluctuations du marché de l'énergie et fixer un objectif clair d'indépendance énergétique.

Le Pr Chitour a également souligné l'importance pour l'Etat de favoriser l'autoconsommation d'énergie, encourageant les citoyens à développer des solutions d'autonomie énergétique avec un soutien initial de l'Etat. Il a ainsi mis en avant les avantages économiques et environnementaux des investissements dans l'énergie solaire par rapport aux réserves limitées de gaz naturel. Une centrale solaire de 1 000 MW permet d'économiser d'importantes quantités de gaz, contribuant ainsi à la durabilité, à long terme, de l'économie énergétique du pays.

Pour sa part, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, qui a pris part à cet événement en compagnie des ministres de l'Agriculture et de l'Environnement, ainsi que du conseiller du président de la République chargé de l'Energie, des Mines et de l'Environnement, et des responsables de plusieurs organismes de l'énergie, a mis en avant la politique énergétique de l'Algérie, qui repose sur la diversification des sources d'énergie, l'augmentation de l'efficacité de leur consommation, de leur rationalisation et de la préservation des ressources, et ce en atteignant «au moins 30 % d'énergies renouvelables dans son mix énergétique d'ici à 2035 par la mise en œuvre du programme national des énergies renouvelables d'une capacité de 15 000 mégawatts».

«La première phase a été lancée par la signature de contrats avec des entreprises nationales et étrangères qui ont remporté l'appel d'offres national et international, pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie, avec des capacités significatives atteignant 3 000 mégawatts d'énergie solaire et photovoltaïque réparties sur 20 sites au niveau de 13 wilayas, avec une de 50 et 350 mégawatts pour chaque projet», a indiqué le ministre, précisant qu'il a été procédé au lancement de nombreux projets. M. Arkab a, en outre, signalé les efforts consentis pour relier le réseau électrique du nord au grand sud.

«Afin de renforcer l'approvisionnement en énergie électrique et d'améliorer la qualité et la continuité du service public, ainsi que d'intégrer une grande quantité d'énergies renouvelables pour la transition énergétique et le développement des régions du sud du pays en vue de leur intégration dans les corridors africains, le secteur a alloué un budget de 200 milliards de dinars pour la mise en œuvre du projet du siècle, qui consiste à relier le réseau du nord au grand sud via des lignes à haute tension de 400 kV sur une distance de 880 km», a-t-il précisé.

Toujours dans l'objectif de promouvoir la transition énergétique, le ministre a mis en avant les efforts de la Sonelgaz, laquelle a réalisé plusieurs bornes de recharge pour voitures électriques, l'objectif étant de se mettre en diapason de la tendance mondiale qui s'oriente vers les énergies propres mais aussi de lutter contre le réchauffement climatique.

Le département de l'Energie travaille actuellement, selon les précisions du ministre, sur l'élaboration d'un modèle énergétique national, avec la contribution d'experts de tous les secteurs consommateurs d'énergie. La vision prospective qui va en découler permettra de tracer une feuille de route à moyen et long terme, l'objectif principal étant, principalement, la garantie de la sécurité énergétique et l'adoption du modèle adapté de la transition énergétique.

Par ailleurs, le ministre a signalé l'intérêt qu'accorde son secteur pour le développement de l'hydrogène compte tenu du grand potentiel dont dispose le pays. Il a, dans ce sens, fait part de la mise en œuvre de projets pilotes dans ce domaine. M. Arkab a aussi rappelé la coopération avec plusieurs pays européens, à l'instar de l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne, pour mettre en œuvre le projet d'hydrogène «SoutH2 Corridor», qui permettra le transport de l'hydrogène vert produit en Algérie.

Lilia Aït Akli

PROJETS INNOVANTS EN ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Zoom sur les modalités de financements du PNUD

L'OFFICE des établissements de jeunes (Odej) de Médéa a abrité, hier, une journée d'information sur les modalités de participation à l'appel aux projets innovants en économie sociale et solidaire (ESS) portés par les jeunes et les femmes en Algérie, sous la houlette de la direction de l'emploi de la wilaya de Médéa. Organisée en collaboration avec la représentation du Programme des nations unies pour le développement (PNUD) en Algérie, la journée d'information à laquelle ont pris part de nombreuses associations activant dans les différents secteurs de l'activité économique, sociale et environnementale, des représentants des dispositifs publics de soutien à l'emploi des jeunes (CNAS, ANEM, ANGEM, ANDI), a permis aux participants de prendre connaissance des conditions d'éligibilité au financement des projets et de leur accompagnement par les experts du PNUD.

Dans le déroulé de son exposé, le représentant du PNUD à Alger a indiqué que 12 wilayas réparties en 3 pôles régionaux ont été choisies dans le cadre de la réalisation du programme et comportant une rubrique intitulée «défi» qui est un appel aux jeunes porteurs de projets à caractère économique et social, les zones ciblées et les secteurs d'activités concernées, des projets qui présentent un caractère innovant ou permettant de trouver une solution innovante à un problème donné. Le même intervenant précisera que le niveau de couverture du financement varie selon qu'il s'agisse d'un projet nouveau dont le montant est compris entre 130 millions de cts à 160 millions de cts sans aucun apport du porteur du projet ; un montant compris entre 220 millions de cts et 300 millions de cts est accordé à tout projet existant, avec un niveau de couverture par le PNUD de 95 %. Outre l'incubation des projets sélectionnés et la formation des porteurs de projets, les projets seront labellisés en startups et accompagnées pour devenir de véritables entités fondées sur le principe de solidarité et d'utilité économique et basées sur la gestion démocratique, la libre adhésion, s'inscrivant dans une démarché de lutte d'insertion et d'aide aux personnes en situation de handicap, de fragilité économique et sociale, de protection de l'environnement, etc.

L'on rappelle que le programme rentre dans «le cadre du partenariat stratégique entre le PNUD et le gouvernement algérien pour la promotion de l'emploi durable spécialement pour les jeunes femmes et hommes, notamment parmi les plus vulnérables, entre 18 et 35 ans, à travers le développement de l'économie sociale et solidaire au service de l'innovation sociale et de l'inclusion économique des jeunes et des personnes aux besoins spécifiques».

Nabil B.

HYDROCARBURES

Sonatrach signe un protocole d'accord avec la société suédoise Tethys Oil AB

LE GROUPE Sonatrach a signé, hier à Alger, un protocole d'accord avec la société suédoise Tethys Oil AB, visant à concrétiser un partenariat dans le développement et l'exploitation des hydrocarbures. C'est ce qu'a indiqué un communiqué de Sontarach, affirmant que «ce protocole d'accord traduit la volonté des deux parties à concrétiser un partenariat pour l'exploration, le développement et l'exploitation des hydrocarbures des zones d'intérêts d'El Hadjira II et d'El Haiad II». Le protocole d'accord a pour objet, également, de «définir le cadre de coopération entre les parties dans la perspective de conclure des contrats d'hydrocarbures sur les zones d'intérêt identifiées, sous l'égide de la loi n19-13, régissant les activités hydrocarbures», a-t-on souligné. La cérémonie de signature s'est déroulée au siège de la direction générale de Sonatrach, en présence de son P-DG, Rachid Hachichi, du P-DG de Tethys Oil AB, Magnus Nordin, ainsi que du président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), Mourad Beldjehem.

S. N.

PRISE EN CHARGE DE L'HÉMOPHILIE

Appel à l'adoption de nouvelles options thérapeutiques

En Algérie, plus de 3 600 personnes souffrent d'hémophilie. L'accès à un traitement anticoagulant constitue leur seul espoir pour mener une vie normale. Aujourd'hui, de nouvelles options thérapeutiques, à l'image des anticorps monoclonaux, existent et peuvent offrir aux hémophiles algériens de nouvelles perspectives de traitement.

Le traitement actuel de l'hémophilie repose, en effet, sur l'administration intraveineuse plusieurs fois par semaine. Ce traitement préventif des saignements est contraignant, coûteux, ne permet qu'une correction transitoire et partielle du déficit et est associé au risque de développement d'anticorps neutralisants, notamment chez les patients souffrant d'hémophilie avec inhibiteurs.

C'est la raison pour laquelle le Pr Salim Nekkal, chef du service d'hématologie au Centre hospitalo-universitaire (CHU) de Béni Messous et président de la Société algérienne d'hématologie et de transfusion sanguine (SAHTS), lance un appel au ministère de la Santé pour l'introduction de ces anticorps monoclonaux, qui sont en mesure de préserver le capital veineux du malade.

«Ces anticorps, qui sont administrés par voie sous-cutanée, et seulement une fois par mois au lieu de trois fois par semaine comme pour le traitement actuel, permettront d'améliorer la qualité de vie des patients avec moins de saignements, de douleurs et moins de handicaps», a-t-il fait savoir lors du Média training, organisé par Roche Algérie au profit des journalistes spécialisés en santé et consacré à la prise en charge de l'hémophilie en Algérie.

Le spécialiste a, par la même occasion, relevé les grands progrès réalisés par l'Algérie en matière de prise en charge de l'hémophilie, soulignant que de nouvelles directives pour la prophylaxie, un traitement efficace pour l'hémophilie, notamment l'hémophilie sévère, ont été mises en place par le ministère de tutelle.



Une maladie rare et grave.

L'intervenant a insisté sur l'importance de mettre à jour les protocoles de prophylaxie en fonction des nouvelles options thérapeutiques au niveau national, avant d'ajouter que la concrétisation du registre national est le baromètre de l'hémophilie. «La validation des nouvelles directives pour la prophylaxie chez les enfants et les adultes correspond à l'identification des patients pour le choix des thérapeutiques», a-t-il précisé.

Le Pr Nekkal a fait savoir que sur 3 600 patients atteints d'hémophilie, 1 533 sont sous traitement de la prophylaxie, affirmant qu'il est nécessaire de mettre en œuvre les escalades thérapeutiques, un déficit de 80 % dans cette nouvelle méthode de traitement ayant été constaté.

De son côté, le Pr Nacéra Chérif, hémato-oncopédiatre, chef du service de pédiatrie B au CHU Béni Messous, a évoqué le registre national de l'hémophilie, mis en place en juillet 2018 et qui livre de précieuses données sur le profil des hémophiles à l'échelle nationale.

Ce registre, selon la spécialiste, est l'un des moyens qui nous ont aidés à prendre en charge des hémophiles, tout en permettant de partager l'information pour une bonne pratique des soins.

Elle a rappelé que ce registre repose sur trois piliers essentiels, l'objectif étant de mesurer la qualité de prise en charge à travers les résultats (cliniques et biologiques) des patients et les processus de soins, ainsi que de partager les données récoltées avec les différentes parties prenantes, avec pour but principal d'améliorer la qualité de vie du patient, tout en mettant en œuvre les différentes bonnes pratiques des soins.

Selon ce document, 1 616 hémophiles sont recensés à l'échelle du pays dont 200 développent une forme sévère de la maladie. Véritable mine d'information, ce registre a également permis aux médecins algériens de signer des publications à l'international.

Le Pr Nacéra Cherif a affirmé que les études faites en situation réelle mettent en évidence les besoins médicaux non satisfaits des patients hémophiles en Algérie, y compris la prévalence du traitement à la demande et l'utilisation de produits de remplacement du facteur dérivé du plasma. «Il est urgent de mettre le traitement de l'hémophilie, en particulier pour les enfants, en conformité avec les normes internationales», a-t-elle insisté.

GARE AUX CIRCONCISIONS EN DEHORS DU MILIEU HOSPITALIER

Pour le Pr Nacéra Cherif, la circoncision collective est un problème majeur, particulièrement durant le mois de ramadhan, notamment chez les enfants hémophiles pour qui cet acte peut être dramatique si les précautions ne sont pas prises.

La spécialiste a insisté sur le fait que cet acte chirurgical doit se faire en milieu hospitalier pour assurer une bonne prise en charge à l'enfant. «Il est important de faire des diagnostics et des bilans avant de faire ce genre d'intervention chirurgicale», a-t-elle expliqué.

La chef de service a mis en garde contre les circoncisions de masse, notamment durant le mois sacré de ramadhan. «Il y a des circoncisions qui se font de manière anarchique dans certaines structures qui ne disposent d'aucun dispositif de prise en charge de ces malades». Elle a insisté sur l'impératif d'effectuer cet acte dans un milieu hospitalier, avec une équipe bien préparée pour prendre en charge l'enfant avant le geste et après, jusqu'à au moins 72 heures en fonction des manifestations hémorragiques.

L'hémophilie, a expliqué le Pr Cherif, est une maladie hémorragique héréditaire caractérisée par un déficit d'un des facteurs de la coagulation : le facteur 8 en cas d'hémophilie A, et le facteur 9 en cas d'hémophilie B. «En cas de déficit de ces facteurs, la personne atteinte peut avoir des réactions hémorragiques qui peuvent être très dangereuses, selon leur localisation», a-t-elle précisé, notant que la circoncision fait partie de ces localisations qu'il faut protéger.

Elle a rappelé les recommandations du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière qui mettent en garde contre la circoncision des enfants en dehors des blocs opératoires et sans analyses médicales préalables.

Lynda Louifi

ARRIÉRÉS FINANCIERS DES EMPLOYÉS DE LA SANTÉ

Ultimatum pour assainir la situation avant la fin d'août

LA TOTALITÉ des arriérés financiers des employés du secteur de la santé devrait être réglée au plus tard au mois d'août prochain. C'est ce qu'a indiqué le ministère de la Santé dans une circulaire adressée à ses cadres.

Le ministère a donné des instructions fermes aux directeurs de la santé et de la population des wilayas, aux directeurs généraux des centres hospitaliers universitaires (CHU), à ceux des instituts nationaux de formation paramédicale et des établissements nationaux sous tutelle de régler, de toute urgence, les différentes situations professionnelles des employés du secteur de la santé.

La correspondance précise qu'il est nécessaire de prendre en charge tous les arriérés financiers liés à la promotion en grade ou en classe avant la fin du mois d'août prochain pour les cas en instance au 31 décembre 2023.

Le ministère a également souligné la nécessité de prendre en charge toutes les situations qui seront étudiées lors des réunions des comités paritaires du mois de juin, avant le début du dernier trimestre de l'année en cours.

Dans la même correspondance, le ministère a insisté sur la nécessité pour les directeurs de la santé des wilayas de préparer immédiatement la prise en charge administrative et financière des nouvelles situations des employés du secteur de la santé, en tenant compte des intérêts de la direction des finances et des moyens pour l'impact financier qui en découle, et ce afin d'allouer les crédits financiers nécessaires en temps voulu et sans aucun retard.

Selon la tutelle, cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'intérêt porté par le ministère de la Santé à la promotion du parcours professionnel des employés du secteur et au règlement de leur situation professionnelle, en cohésion avec la nouvelle réglementation. Il s'agit notamment de la concrétisation de l'impact de la révision des régimes indemnitaires relatifs aux promotions, aux changements de grades et aux nouveaux postes qui ont fait l'objet de négociations avec les services du ministère des Finances et de la Fonction publique.

Le premier responsable du ministère de la Santé, Abdelhak Saïhi, a tenu à affirmer, dans une correspondance adressée au professionnel de la santé, que ses services ont défendu avec force les propositions des syndicats qui avaient été soumises antérieurement. Cette démarche a abouti, selon lui, à l'annonce de promotions et de nouveaux postes, ainsi qu'au règlement des arriérés financiers qui étaient suspendus depuis longtemps pour les travailleurs du secteur de la santé.

Pour rappel, l'amélioration des conditions de travail des professionnels de la santé a été tracée en tant que priorité pour l'année 2024 dans le cadre du nouveau plan d'action du malade (PAM). Lors de l'annonce de l'élaboration d'une deuxième version du PAM en 2024, M. Saïhi a souligné que cette nouvelle version prendra en compte les nouvelles mesures suite à la révision des statuts particuliers et la nouvelle grille des salaires, garantissant ainsi une meilleure reconnaissance des contributions et du dévouement du professionnel du secteur.

Le règlement de tous les arriérés financiers des professionnels de la santé a également été annoncé, soulignant l'engagement du gouvernement à améliorer la situation financière et à garantir un traitement juste et équitable à tous les travailleurs de la santé publique.

Ainsi, les instructions du ministère de la Santé à régler les arriérés financiers des travailleurs de la santé s'inscrit dans une démarche globale d'amélioration des conditions de travail des personnels de la santé, l'objectif étant de valoriser leur travail en améliorant leurs conditions de travail et en répondant à leurs revendications légitimes. Cette mesure entre également dans le cadre de de la construction d'un système de santé performant et centré sur le patient, afin de contribuer à l'amélioration de la qualité des soins prodigués aux citoyens.

Sihem Bounabi

VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME À GAZA

Une plainte pour torture déposée contre un soldat franco-israélien

Une plainte pour torture visant un soldat franco-israélien, Y.O., a été adressé au procureur général de Paris, France. Cette plainte, déposée le 11 avril par les avocats Gilles Devers et Lucie Simon au nom de quatre associations, accuse Y. O. d'avoir commis des actes de torture constituant «un crime de guerre dans le cadre d'une attaque militaire génocidaire », ont indiqué hier les deux avocats à la presse.

Dans une vidéo de cinquante-huit secondes diffusée sur la messagerie Telegram fin février, le soldat franco-israélien avait filmé un prisonnier palestinien aux yeux bandés et aux poignets attachés dans le dos, proférant des insultes et des actes de déshumanisation envers ce dernier alors qu'il tentait de descendre d'un camion. Les propos tenus par le soldat lors de la vidéo sont choquants et dégradants, illustrant «une attitude de supériorité, de mépris et de provocation envers les prisonniers ».

Les avocats mandatés par l'Association des Palestiniens de France, Al Jaliya, Justice et droits sans frontières (JDSF) et le Mouvement du 30 mars basé à Bruxelles, ont souligné que ces actions dégradantes et inhumaines sont une violation flagrante de la dignité humaine.

Les images montrent également d'autres détenus traités de manière humiliante, avec des paroles violentes et dégradantes proférées à leur encontre. Les prisonniers sont ensuite transférés vers une prison israélienne secrète, où ils sont soumis à des conditions de détention inhumaines, y compris l'utilisation de techniques de torture psychologique comme la musique obsessionnelle, ont expliqué les avocats.

Les avocats des plaignants soulignent que Y. O. a délibérément choisi de filmer ces scènes, portant ainsi atteinte à la dignité des prisonniers et violant leurs droits fondamentaux. Le traitement réservé aux détenus, leur privation de protection en vertu de la 3e convention de Genève, ainsi que les procès iniques devant des tribunaux militaires sont des éléments qui soulignent la gravité de la situation dans les territoires occupés.

Cette affaire soulève des questions cruciales sur le respect des droits de l'homme, la protection des prisonniers en temps de conflit et la responsabilité des individus impliqués dans des actes de torture. La justice doit être rendue de manière équitable et transparente, afin de garantir que de tels abus ne restent pas impunis, ont-ils ajouté.

Par ailleurs, l'entité sioniste applique la procédure de « la détention administrative » à l'encontre des palestiniens. Une procédure d'urgence, héritée du Mandat Britannique (1920-1948), qui permet à l'armée d'occupation sioniste d'incarcérer de manière illimitée des Palestiniens, sans inculpation ni procès ou recours.

Plus de 2 000 Palestiniens sont enfermés dans les prisons israéliennes sous ce régime de détention arbitraire, qui permet à l'État sioniste d'emprisonner sans inculpation ni procès. Un chiffre en forte hausse depuis l'agression barbare contre la bande de Ghaza.

Selon la Commission en charge des affaires des prisonniers et ex-prisonniers palestiniens et le Club du détenu palestinien, les autorités sionistes ont arrêtés plus de 7.000 Palestiniens en Cisjordanie occupée, depuis le début de l'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza, le 7 octobre dernier. Ils ont également signalé que l'arrestation des Palestiniens s'accompagne souvent d'agression physique, d'insultes et d'actes de pillage et de saccage.

En plus des agissements inhumains des autorités coloniales, les Palestiniens sont également les victimes des agressions incessantes des colons. Ces derniers, le plus souvent escortés par des soldats ou des policiers sionistes, brûlent, saccagent et détruisent les biens des palestiniens, et à plusieurs reprises, des palestiniens sont assassinés de sang-froid.



SOUTIEN INCONDITIONNEL AUX COLONS EXTRÉMISTES

Le soutien inconditionnel des autorités sionistes aux colons a fait à mainte reprise réagir le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), ainsi que des ONG de défense des droits de l'homme.

Les forces d'occupation sionistes doivent stopper «immédiatement» leur participation active et leur soutien aux attaques de colons extrémistes contre des Palestiniens en Cisjordanie occupée, a exigé hier le HCDH.

L'entité sioniste «doit plutôt empêcher de nouvelles attaques, notamment en demandant des comptes aux responsables », a déclaré la porte-parole du Haut-Commissariat, Ravina Shamdasani, lors du briefing régulier de l'ONU à Genève.

Les personnes soupçonnées d'actes criminels, notamment de meurtre ou d'autres homicides illégaux, doivent être traduites en justice dans le cadre d'une procédure judiciaire conforme aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, à la suite d'une enquête rapide, impartiale, indépendante, efficace et transparente, a encore déclaré la porte-parole du Haut-Commissariat.

L'escalade dans les violences ces derniers jours en Cisjordanie occupée est «un sujet de grave préoccupation», a insisté Mme Shamdasani.

Quatre Palestiniens dont un enfant sont tombés en martyrs cette semaine, et «des douzaines de blessés y compris par balle » lors des agressions menées par les colons extrémistes et l'armée sioniste, a précisé le Haut-Commissariat, évoquant aussi des «centaines de maisons et de véhicules incendiés ».

Selon la porte-parole, il a également été signalé que les colons ont établi au moins deux nouveaux avant-postes au cours des deux derniers jours dans la vallée du Jourdain et dans les collines du sud d'Al-Khalil, à proximité des Palestiniens qui ont été attaqués à plusieurs reprises par les colons au cours des derniers mois.

Ces communautés palestiniennes courent un risque imminent d'être transférées de force de leurs maisons et de leurs terres, a estimé Mme Shamdasani.

Les colonies sionistes en Cisjordanie occupée, où résident plus de 490.000 sionistes, sont toutes illégales au regard du droit international.

En Cisjordanie occupée, au moins 468 Palestiniens sont tombés en martyrs par des militaires ou colons sionistes depuis le 7 octobre dernier.

Au cours des six derniers mois, plus de 700 attaques de colons sionistes contre des Palestiniens ont été enregistrées en Cisjordanie occupée, y compris à Al Qods-Est, selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), tandis qu'au moins 1.244 Palestiniens, dont 600 enfants, ont été déplacés en raison de la violence des colons sionistes et des restrictions d'accès.

Mohamed M.

YÉMEN

La situation s'aggrave davantage

LA SITUATION critique du Yémen est de plus en plus liée à une dynamique géopolitique plus large, a déclaré hier l'Envoyé spécial de l'ONU pour ce pays, Hans Grundberg, devant le Conseil de sécurité de l'ONU, alors que les tensions s'aggravent dans la région du Moyen-Orient.

M. Grundberg a souligné le besoin urgent d'une désescalade, mettant en garde contre les conséquences périlleuses de négliger la fragile stabilité du Yémen au milieu d'une crise régionale plus large.

"Nous ne pouvons pas risquer les chances de paix du Yémen et le fait que ce pays devienne un dommage collatéral", a-t-il déclaré aux ambassadeurs au Conseil de sécurité. "Si nous laissons le processus politique du Yémen en attente et continuons sur cette voie d'escalade, les conséquences pourraient être catastrophiques, non seulement pour le Yémen, mais aussi pour la région dans son ensemble", a-t-il prévenu, mettant en garde contre la menace d'une nouvelle escalade alors que les agressions sionistes se poursuivaient contre Ghaza.

Dans un contexte de crise politique et sécuritaire prolongée, la situation humanitaire au Yémen reste désastreuse avec la réémergence du choléra et une escalade des niveaux de malnutrition sévère.

Dans ce contexte, la Directrice des opérations et du plaidoyer du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), Edem Wosornu, s'adressant également au Conseil de sécurité, a souligné que les Yéménites les plus vulnérables, notamment les femmes, les filles, les



déplacés et les groupes marginalisés, continuent de dépendre de l'aide humanitaire pour leur survie.

En outre, à l'approche de la période de soudure, la faim et l'insécurité nutritionnelle devraient s'aggraver, mettant ainsi en danger des millions de personnes. Même si les initiatives communautaires apportent un soulagement temporaire, un soutien durable est essentiel pour conjurer la crise imminente, a-t-elle ajouté.

Cependant, les efforts de secours sont entravés par un déficit de financement préoccupant pour le Plan de réponse humanitaire 2024, qui reste financé à seulement 10%, selon la responsable humanitaire onusienne, malgré les efforts visant à rationaliser les opérations et à réduire les demandes financières, appelant à une action urgente pour combler le déficit de financement et garantir que l'aide vitale parvienne à ceux qui en ont le plus besoin.

M.M.

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Consultations sur la situation en Libye

Le Conseil de sécurité de l'ONU a tenu hier une séance d'information publique, suivie de consultations à huis clos, sur la situation en Libye. Un pays déchiré par une guerre civile qui a plongé le pays dans le chaos depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011.



Le représentant spécial et chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL), Abdoulaye Bathily, fera le point sur les derniers développements dans le pays, dont les volets sécuritaire et humanitaire, entre autres.
Le président du Comité des sanctions contre la Libye de 1970, l'ambassadeur Kazuyuki Yamazaki (Japon), présentera, de son côté, les activités du comité.
Lors de la réunion, M. Bathily devrait informer les membres du Conseil de l'impasse politique dans laquelle se trouve la Libye, qui persiste depuis le report indéfini des élections nationales libyennes qui étaient prévues pour décembre 2021.
Dans ce contexte, les Nations unies et les acteurs nationaux ont concentré leurs efforts sur la facilitation d'un accord sur une nouvelle feuille de route pour des élections nationales visant à unifier le gouvernement divisé du pays?
Pour tenter de sortir de l'impasse, la MANUL a annoncé en novembre 2023 que M. Bathily avait invité les principales parties prenantes institutionnelles libyennes à une réunion afin de parvenir à un règlement des questions électorales contestées.
Lors de la réunion, le chef de la MANUL devrait également informer le Conseil de la situation en matière de sécurité en Libye. La situation humanitaire dans le pays devrait également être au centre de la réunion.
Un rapport de la Banque mondiale publié en janvier estime que les dommages et les pertes causés par les inondations qui avaient fait ravage dans le pays, s'élèvent à 1,7 milliard de dollars, soit environ 3,6 % du produit intérieur brut de la Libye en 2022.
Lors de la réunion d'information de ce mardi, M. Bathily pourrait également décrire les progrès accomplis sur la voie de la réconciliation nationale, qui est soutenue par l'Union africaine (UA).
Le 5 février, le Comité de haut niveau de l'UA sur la Libye, présidé par le président de la République du Congo, Denis Sassou Nguesso, a tenu un sommet à Brazzaville, qui a débouché sur une déclaration finale saluant la récente décision du Comité préparatoire de la Conférence inclusive sur la réconciliation nationale - une entité de planification conjointe composée de représentants de l'UA et de la Libye et dirigée par le Conseil présidentiel libyen - d'organiser la conférence le 28 avril dans la ville de Syrte.
Il convient de rappeler qu'en février 2011, dans le sillage du Printemps arabe, une contestation violemment réprimée débute à Benghazi (est), avant de s'étendre. En mars, une coalition emmenée par Washington, Paris et Londres lance une offensive contre la Libye. Le 20 octobre, Kadhafi est tué dans sa ville d'origine, Syrte, et depuis, le pays est divisé entre deux gouvernements rivaux. D'un côté l'administration internationalement reconnue et négociée par l'ONU, basée dans la capitale Tripoli, à l'ouest. De l'autre une administration distincte dans la région orientale, soutenue par le maréchal Khalifa Haftar.

Mohamed M.

USA

Début du procès historique de Trump

LE PROCÈS historique de Donald Trump sur des paiements visant à acheter le silence de l'ancienne actrice, Stormy Daniels sur leur liaison, a débuté avant-hier, au tribunal pénal de Manhattan, à New York. Cette affaire, qui remonte à une liaison supposée entre Trump et Daniels en 2006, prend une dimension particulière en raison du contexte politique actuel, marqué par la campagne présidentielle aux États-Unis où Trump se présente comme candidat pour le Parti républicain.
L'histoire de Donald Trump est marquée par des rebondissements et des controverses, mais ce procès représente un tournant majeur en le plaçant comme le premier ex-président américain à comparaître devant la justice pénale pour répondre à pas moins de 34 chefs d'accusations de falsification de ses comptes. Ces accusations visent à masquer un paiement total de 130 000 dollars effectué juste avant son élection en 2016 à l'actrice américaine, en échange de son silence sur leur liaison passée.
La journée du procès a débuté par des heures de plaidoiries préalables, mettant en lumière les enjeux de l'affaire et les arguments des deux parties. Une discussion a également eu lieu concernant une éventuelle amende pour Trump, avant que ne débute la sélection des jurés. Cependant, le processus de sélection du jury a rencontré des obstacles dès le premier jour, alors que le premier groupe de jurés potentiels s'est déclaré incapable de juger Donald Trump de manière équitable et a été exempté. Ce rejet initial souligne la complexité de la constitution du jury dans un procès aussi médiatisé et politiquement chargé.
La journée s'est conclue sans qu'aucun juré ne soit désigné, laissant entendre que le processus de sélection sera long et minutieux. La reprise de la sélection était prévue hier, laissant présager des jours à venir chargés en délibérations et en enjeux juridiques de premier plan.
Il est à noter que Donald Trump a remporté la majorité des États républicains en jeu face à sa rivale Nikki Haley lors du super Tuesday, grande journée électorale des primaires américaines organisée en mars dernier.
Même si Nikki Haley a privé Donald Trump du grand chelem en remportant une victoire « surprise » dans le Vermont, l'ancien président promet de rassembler les membres du Parti républicain. « Notre parti républicain est formidable et compte d'immenses talents. Nous aspirons à l'unité, nous allons l'obtenir et cela va se produire très rapidement. Nous n'avons pas le choix, car le 5 novembre est tout proche. Le 5 novembre sera le jour le plus important de l'histoire de notre pays », a-t-il déclaré lors de la soirée électorale du Super Tuesday, à Palm Beach, en Floride.
Selon plusieurs médias américains, l'ancien président de droite a été déclaré vainqueur dans 12 États sur 15, dont la Californie et le Texas. Des résultats qui ouvrent potentiellement la voie à un nouvel affrontement avec Joe Biden.
Joe Biden, 81 ans, s'est emparé de tous les États en jeu pour lui. Mais, à l'instar de Trump, le président pâtit d'un manque d'enthousiasme de la part de certains membres de son propre parti.

Mohamed M.

INONDATIONS EN RUSSIE

Nouvelles évacuations en Sibérie occidentale

LES AUTORITÉS des régions russes de Tioumen et Kourgan, en Sibérie occidentale, ont appelé hier à des évacuations d'urgence dans plusieurs localités, en proie à des inondations dans des zones frontalières du Kazakhstan.
Dans la région d'Orenbourg, où l'eau a légèrement baissé atteignant 11,71 mètres, 1 708 personnes avaient été évacuées avant-hier.
Le gouverneur de la région de Tioumen, Alexandre Moor, a ordonné "une évacuation urgente des zones d'inondations probables", notamment dans les villages de Palenka, Novoguireevka et Afonkino, situés tout près de la frontière.
Dans cette région, le niveau de la rivière Ichim a atteint à certains endroits 808 cm, un niveau "critique", selon l'administration locale, citée par des médias. Les habitants de la ville d'Ichim, qui compte quelque 67.000 habitants, ont reçu hier des SMS les appelant à évacuer. Des centres d'hébergement provisoires ont été aménagés pour accueillir les évacués. Dans la région voisine de Kourgan, le niveau de la rivière Tobol est monté de 111 cm en 24h, atteignant 742 cm. Quelque 21 localités ont reçu l'ordre d'évacuer, selon l'administration locale.
Le ministre russe des Situations d'urgence Alexandre Kourenkov et le gouverneur de la région de Kourgan Vadim Choumkov ont survolé hier les zones touchées en hélicoptère, selon la même source.
Au Kazakhstan, également en proie à des inondations, les autorités avaient indiqué la semaine dernière que plus de 100.000 personnes avaient dû être évacuées.
Les crues qui affectent les deux pays, sont causées par des pluies intenses associées à une hausse des températures, à la fonte accrue de la neige et de la glace.
Notant, qu'un état d'urgence à l'échelle fédérale a été instauré dans la région afin de débloquer des aides d'urgence de l'Etat. Le gouvernement régional estime les dégâts causés par les inondations à 21 milliards de roubles, soit 210 millions d'euros. Il est à rappeler que ces inondations, jugées d'une ampleur exceptionnelle, ont été engendrées par de fortes pluies associées à une hausse des températures, la fonte accrue des neiges et la rupture des glaces hivernales recouvrant rivières et fleuves.

M.M.

DÉVELOPPEMENT DE LA WILAYA DE AIN DEFLA

Six communes concernées

UNE ENVELOPPE financière de près de 400 millions de DA a été consacrée pour réaliser plusieurs projets d'aménagement et d'amélioration urbaine ont été lancés au début du mois d'avril en cours par les autorités locales dans six communes à travers la wilaya d'Ain Defla. C'est ce qu'a fait savoir, avant-hier, la direction locale de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUAC).

Dans ce sens, Kamel Alioui, chef de service des marchés publics à la DUAC, a indiqué que les opérations inscrites dans le cadre de du programme 2024 pour le projet d'amélioration urbaine de l'ancien tissu urbain de la wilaya concernent neuf sites à travers les communes d'El Attaf, Tiberkanine, Sidi Lakhdar, Khemis Miliana, Mekhatria et la ville d'Ain Defla.

Le même responsable a ajouté qu'il s'agissait du centre-ville d'El Attaf, la cité communale à Tiberkanine, cité Sidi Benbrika à Sidi Lakhdar, rue communale à l'entrée de l'université, cité Adja et cité El Wiam à Khemis Miliana, cité Kouadri et cité Mohamed Khiat au chef-lieu de wilaya et l'entrée principale de la ville de Mekhatria.

En outre, M. Alioui, a indiqué qu'une enveloppe financière de près de 400 millions DA a été consacrée pour la concrétisation de l'ensemble des opérations qui consistent en la réalisation des travaux d'aménagements extérieurs, voirie, éclairage public et assainissement au niveau des sites concernés.

Le chef de service des marchés publics a souligné que les chantiers en question devraient être réceptionnés dans des délais allant d'un à six mois.

Au lancement des travaux, le wali Abdelghani Filali avait insisté, de son côté, sur le respect des délais et sur la qualité des travaux, a fait savoir la même source.

R.R

PRODUCTION DE LA POMME DE TERRE À EL OUED

Plus de 4 millions quintaux attendus

AU TITRE de la saison agricole actuelle, la chambre de l'agriculture (CA) de la wilaya d›EL Oued prévoit la réalisation, d'une production estimée à plus de de 4 millions quintaux de pomme de terre. C'est ce qu'ont indiqué, hier, ses responsables.

A ce titre, Jalloul Othmani, président de la chambre, a fait savoir, que la surface agricole réservée à la culture de la pomme de terre, est estimée à plus de 10 000 hectares, et sa superficie a connu cette saison une extension significative par rapport aux saisons agricoles précédentes.

Les superficies agricoles sont réparties à travers les localités d'El Magrane, Hassi Khelifa, Trifaoui, Reguiba, Debila et Ourmes, a-t-il indiqué, soulignant que l'accent a été mis sur les terres fertiles et les capacités d'irrigation agricole dans le but d'augmenter la production de pomme de terre.

« Les communes de Hassi Khelifa, Ourmes, Taghezout et Nakhla disposent de marchés nationaux de commercialisation de la pomme de terre, sachant que ces zones agricoles offrent à elles seules un taux de 80% de la production totale de la wilaya en ce produit agricole », a fait savoir la même source.

La wilaya d'El Oued s'est placée ces dernières années à la tête des wilayas productrices de la pomme de terre au niveau national, avec une contribution dépassant les 40% de la production nationale, ce qui représente 50% de la production végétale locale.

La wilaya dispose également de nombreuses variétés de pomme de terre, avec une production moyenne comprise entre 320 et 350 quintaux par hectare, selon les données du secteur.

R.R

PROMOTION DU TOURISME À AÏN TEMOUCHENT

Vers le renforcement du parc hôtelier

Dans l'optique du développement et de la promotion du tourisme dans la wilaya de Ain Temouchent, le parc hôtelier sera renforcé, lors de la saison estivale de l'année en cours, par 800 lits supplémentaires. C'est ce qu'a affirmé avant-hier, Mohamed Bensaoud, directeur local du Tourisme et de l'Artisanat.

A ce propos, le même responsable a fait savoir que ces prévisions sont à retenir, eu regard au rythme appréciable des travaux de réalisation de deux hôtels, implantés à Béni-Saf et Rachgoune-plage, à l'initiative d'opérateurs privés, dont la capacité d'accueil cumulée est estimée à 800 lits et dont l'entrée en exploitation est prévue au courant de la prochaine saison estivale.

Il a en outre fait savoir, qu'il est à signaler, dans ce contexte, que le secteur du tourisme a été consolidé, cette année, par un nouveau centre de thalassothérapie, réalisé au niveau de l'hôtel « Safina », à Terga-plage, ajoutant ainsi une plus-value à la qualité des prestations offertes aux estivants, à l'échelle locale et nationale.

La wilaya de Aïn Temouchent compte 44 établissements hôteliers, offrant une capacité d'accueil cumulée estimée à pas moins de 7.000 lits, outre des agences de voyages œuvrant à l'exploitation optimale du potentiel touristique côtier et thermal (Hammam Bouhadjar).

Cette wilaya côtière de l'Ouest du pays recèle également plusieurs sites et monuments historiques pour la promotion desquels de nouveaux circuits touristiques ont été créés, parallèlement à l'encouragement des associations et des clubs de randonnées pédestres à organiser dans ces sites des sorties touristiques et à les vulgariser auprès du large public par le biais des plateformes numériques et des réseaux sociaux.

Par ailleurs, le secteur du tourisme au niveau de la wilaya a lancé, cette année, des études pour l'aménagement de trois



plages, à savoir celle communément appelée « Le sabot du Chameau », sise à Béni-Saf, celle « d'El Aïn », dans la commune de Sidi Ben Adda et « Zouanif » dans la commune de Oulhaça, et ce dans l'optique d'inscrire de nouvelles opérations devant porter sur la réalisation de nouvelles pistes d'accès et d'offrir de meilleures conditions d'accueil aux estivants, a indiqué la même source.

Il est à signaler également que la bande côtière de la wilaya compte 18 plages autorisées à la baignade ouvertes, chaque année, pour accueillir les estivants dans de « bonnes » conditions, sachant que la commission de wilaya de préparation de la saison estivale a programmé à cet effet plusieurs sorties, outre l'organisation de cycles de formation au profit des concessionnaires des plages, encadrés par des professionnels du domaine.

R.R

DÉMANTÈLEMENT D'UN RÉSEAU DE TRAFIQUANTS DE DROGUE À ORAN

Trois personnes arrêtées

LES SERVICES de la Sûreté de wilaya d'Oran ont réussi à neutraliser un réseau de narcotrafiquants spécialisé dans l'acheminement, la propagation et le stockage de drogues, constitué de trois individus et à saisir une quantité de plus de 11 kilogrammes de cette substance illicite, ainsi qu'une somme d'argent issue de cette activité illicite, a indiqué, hier, un communiqué de ce corps de sécurité.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, notamment celles inhérente au trafic de drogues, la brigade de recherche et d'intervention (BRI) relevant des services de la police judiciaire (PJ) de la Sûreté de wilaya d'Oran, a réussi à mettre hors d'état de nuire un réseau criminel impliqué dans une affaire de détention, de stockage et de trafic de drogue et à arrêter trois individus repris de justice récidivistes connus pour avoir été impliqués dans d'autres affaires similaires.



L'opération a été menée sur la base de renseignements recueillis sur le terrain faisant état des activités des membres de ce réseau, qui utilisaient une habitation comme lieu de stockage des stupéfiants.

Après procédé à la surveillance des activités des suspects et l'accomplissement des procédures judiciaires, sous la supervision du procureur de la République près le tribunal d'Oran et la délivrance d'un mandat de perquisition, un plan a été mis en œuvre ayant permis l'arrestation des trois trafiquants de drogues et la saisie de 11,5 Kg de kif traité, a fait savoir ce communiqué. L'opération s'est également soldée par la saisie de 650.000 DA, trois véhicules et un motocycle que les narcotrafiquants utilisaient dans leurs activités illicites. Une procédure judiciaire a été engagée à l'encontre des mis en cause en vertu de laquelle ils seront déférés devant la justice, a fait savoir la même source.

R.R

4E FESTIVAL DU FILM MÉDITERRANÉEN

Annaba célèbre le cinéma à 360°

La ville d'Annaba s'apprête à accueillir la 4e édition du Festival du film méditerranéen, qui se tiendra du 24 au 30 avril prochain au Théâtre régional Azzeddine-Medjoubi et à la cinémathèque Le Majestic. L'événement promet une programmation riche et ambitieuse, mettant à l'honneur des films de qualité et des invités de marque tel que la célèbre actrice espagnole Itziar Ituno de La Casa de Papel.

Lors d'une conférence de presse animée avant-hier à l'Hôtel Seybouss, Mohamed Allal, commissaire du Festival, a détaillé le programme foisonnant de cette édition tant attendue. Au total, 70 projections sont prévues durant les sept jours de la manifestation, réparties sur plusieurs sections et compétitions. Quatorze longs métrages de fiction se disputeront la Gazelle d'or et son prix de 15 000 dollars dans le cadre de la compétition officielle. Dix-sept courts métrages et quinze documentaires viendront compléter la sélection. Les lauréats de ces deux catégories recevront respectivement 5000 dollars.

Trois jurys internationaux ont été méticuleusement sélectionnés pour juger les œuvres en compétition. Le Jury long-métrage sera présidé par le réalisateur turc Nuri Bilge Ceylan, accompagné de membres renommés tels qu'Adila Bendimerad, Mostaneh Mohajer d'Iran, Justine Barda des États-Unis, et Oscar Iarussi d'Italie.

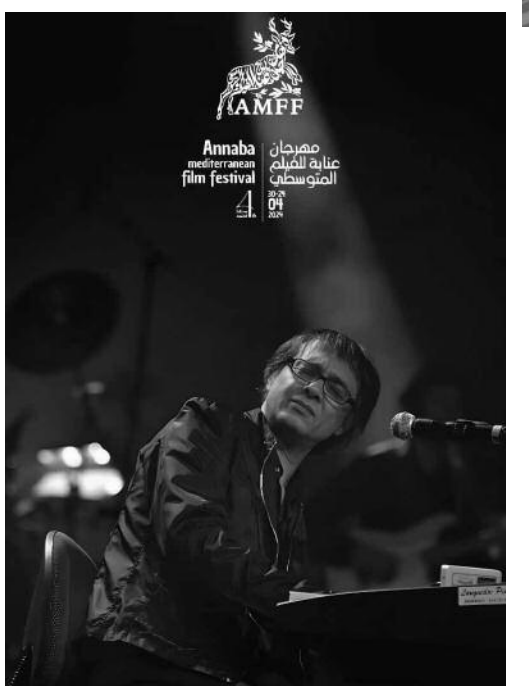
Le Jury court-métrage sera dirigé par l'algérienne Rym Takoucht, en compagnie de Roua El Madani d'Arabie Saoudite, Noura Nefzi de Tunisie, Yelena Larionova d'Ukraine et Joud Saïd de Syrie. Quant au Jury documentaire, il sera présidé par Bahij Hojeij du Liban, accompagné de Jess Cumming du Canada, Elena Rubashevska du Kazakhstan, Ivan Bolotnikov de Russie, et Chergui Kharroubi d'Algérie-Belgique.

En plus des compétitions officielles, le festival propose plusieurs sections thématiques à savoir « La Perle de la Méditerranée », « Projections spéciales », et « Vive la Palestine ». Le festival réserve également une place importante aux jeunes talents algériens, avec la section « Amar Laskri » comprenant 10 courts-métrages. De plus, des événements spéciaux et des hommages seront rendus à des personnalités marquantes du cinéma, avec notamment 5 projections spéciales et 2 fictions en hommage à deux grands cinéastes.











LISBONNE DÉBARQUE À ANNABA

Le Festival honorera quatre personnalités qui ont marqué de leur empreinte le monde du cinéma. Il s'agit entre autres, de l'actrice espagnole Itziar Ituno connu pour son rôle emblématique de Lisbonne ou Raquel Murillo dans les deux séries à succès « La Casa de Papel » et « Berlin ». L'actrice internationale qui met pour la première fois ses pieds en Algérie, sera présente tout au long de la manifestation, elle recevra à cette occasion « El Annabi d'Or » (l'Olivier d'or). Les organisateurs honoreront, également, le cinéaste algérien au parcours exceptionnel Merzak Allouache, le scénariste algérien à la plume remarquable Tewfik Farès, le producteur italien engagé et visionnaire Domenico Procacci.

En marge de sa 4e édition, le Festival proposera sept ateliers de formation animés par des professionnels algériens et étrangers du 7e art et de l'audiovisuel. Ces ateliers, ouverts au grand public, s'adressent à la fois aux amateurs passionnés par le cinéma et aux professionnels désireux de se perfectionner.

Les ateliers seront animés par des figures du cinéma et de l'audiovisuel reconnues pour leur expertise. Parmi eux, figurent Yahia Mouzahem pour la production, Salim Aktouf pour le montage, Hamid Bouziane pour le son, Tahar Boukella pour l'écriture de scénario, Allal Yahiaoui pour l'image, et le réalisateur syrien Abdallah Al-Khatib pour l'atelier stimulant de réalisation d'un court-métrage en 48 heures. Un autre atelier dirigé par le célèbre acteur et réalisateur syrien Ayman Zeidan permettra aux participants d'explorer les subtilités de la direction d'acteur.

L'événement offre, aussi, une tribune à quatre personnalités cinématographiques, pour raconter leurs expériences, chacune dans sa spécialité, et ce, à travers différentes masterclass. Le musicien et compositeur Safy Boutella évoquera la question de la musique dans le cinéma. L'Algérien Samy Lamouti, établi au Canada, reviendra sur son expérience dans le domaine des effets spéciaux. Quant à la réalisatrice Maïwenn, elle partagera le secret et l'importance de la direction d'acteurs pour la réussite d'un film, et le producteur italien Daniele Urciuolo, dévoilera les ficelles pour la production d'un film cinématographique.

Le Festival rendra hommage au cinéma italien avec une conférence spéciale « 130 ans de cinéma italien à travers le regard des critiques ». Experts et passionnés se réuniront pour explorer l'histoire et les richesses du cinéma italien, de son lien avec le monde arabe aux œuvres de Federico Fellini, en passant par l'importance de la préservation cinématographique. Pour sa part, l'écrivain et critique Oscar Iaussi évoquera le parcours fulgurant de Federico Fellini. L'auteur et chercheur Jess Cumming interviendra sur l'importance de la documentation historique, scientifique et artistique.

ANNABA FILM INDUSTRY, COUP DE POUCE À LA CRÉATION

Dans le cadre du concours Annaba Film Industry, douze candidats ont été sélectionnés pour participer aux sections « Aide au développement d'un scénario » et « Aide à la production » lors de cette nouvelle édition. Ces candidats ont été choisis parmi un total de 80 projets soumis à la commission depuis l'ouverture du concours le 19 septembre jusqu'au 15 octobre dernier.

Dans la catégorie « Aide au développement d'un scénario », quatre projets ont été retenus, représentant l'Algérie, la Syrie et la Tunisie. Parmi eux figurent Adel Mohcen avec « El Mohadjer » (Algérie), Amrou Ali avec « El Ors » (Syrie), Sirine Achir avec « Aswat » (Algérie), et Raouia Marmouche avec « Waqaa Hidaouha » (Tunisie). Également sélectionné, Youcef Salaheddine Bentis avec « The Hidden Truth » (Algérie) et Billal Atia avec « Selash » (Algérie).

Concernant la section « Aide à la production », six projets ont été retenus, représentant l'Algérie, la Palestine, l'Égypte et la Syrie. Parmi les candidats sélectionnés, on retrouve Oussama Benhassine avec « 7 Kilomètres » (Algérie), Abdallah El Khatib avec « Filmwood » (Palestine), John Fareed avec « Hadeel » (Égypte), Nassima Guessoum avec « Garab » (Algérie), les frères Malas avec « A Last Supper » (Syrie), et enfin Tahar Houchi avec « Dyhia » (Algérie).

Le festival s'ouvrira sur une note italienne avec la projection de « Vers un avenir radieux » réalisé par le célèbre cinéaste italien Nanni Moretti. Le film de clôture sera quant à lui avec le film « Two days » (Deux jours) du syrien Bassil Al Khatib. Ces deux films seront projetés en hors compétition.

FOCUS SUR LA QUALITÉ

Mohamed Allal a précisé que « suite au report de cette édition en raison des tristes événements qui ont touché la Palestine, nous avons dû modifier légèrement le programme. Certains invités ne sont plus disponibles aux nouvelles dates ». Et d'ajouter : « De plus, nous avons décidé d'ajouter des films produits en 2024 et de retirer ceux produits en 2022. Notre objectif est de proposer une sélection de films de qualité au public bônois ».

Concernant les avant-premières, « il nous a été difficile de les maintenir. Cela est dû à des coûts importants et à un budget limité, d'autant plus que nous avons déjà engagé des dépenses conséquentes pour l'édition reportée », a-t-il fait savoir.

Concernant le sponsoring, le commissaire de l'événement a affirmé que « plus de 800 demandes de sponsoring ont été envoyées. Des entreprises avaient donné leur accord pour l'édition reportée en novembre 2023. Malheureusement, ces entreprises ont annulé leur participation car elles étaient focalisées sur le ramadhan ».

Meriem Djouder

CYCLISME- TOUR D'ALGÉRIE 2024 :

Une 24e édition en 10 étapes et avec 3 Grands Prix

LE TOUR d'Algérie Cycliste (TAC 2024) se déroulera en 10 étapes dans la période s'étalent du 12 au 21 mai prochain. Cette 24e édition du tour national de la petite reine algérienne sera enrichie par trois Grands Prix et verra la participation de 19 formations, dont 6 algériennes, a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC).

Après la réussite de la précédente édition, organisée en 10 étapes, la FAC a reçu le feu vert de la part de l'Union cycliste internationale (UCI) afin de reconduire le même mode d'organisation de l'édition 2024. Ainsi, le coup d'envoi de la compétition sera donné le 12 mai, à partir d'Oran, pour un périple de plus de 1000 km. La caravane du tour va donc sillonner le nord du pays d'Ouest en Est pour arriver à Annaba en passant par les wilayas de Sidi Bel Abbés, Mostaganem, Chlef, Blida, Alger, Bouira, Sétif, Constantine, Skikda et Guelma.

Selon la FAC, le TAC, version 2024, connaîtra une forte participation. En effet, 13 formations étrangères et 6 algériennes ont confirmé leur présence pour en découdre sur le bitume algérien et tente de succéder au Français, Paul Hennequin (Nice Métropole Côté d'Azur), sacré vainqueur tour l'année dernière. Côté participation étrangère, il y aura des écuries africaines, européennes et même, une, venant des Etats-Unis. Concernant les chances nationales, elles seront défendues par le MC Alger, le NR Dely Ibrahim (Alger), l'Amel El Malah (Ain Témouchent), l'IRB El Kantara (Biskra) et le Club Majd Grara (Ghardaïa). Outre les dix étapes du Tour, les coureurs disputeront également trois Grands Prix, qui auront lieu sous forme de boucle fermée à Oran (11 mai), à Annaba (22 mais) et à Alger (24 mai).

Programme du Tour d'Algérie 2024 :

1e étape (dimanche 12 mai) : Oran - Sidi Bel Abbes
2e étape (lundi 13 mai) : Sidi bel Abbes - Mostaganem
3e étape (mardi 14 mai) : Mostaganem - Ténès
4e étape (mercredi 15 mai) : Chlef - Blida
5e étape (jeudi 16 mai) : Blida - Bouira
6e étape (vendredi 17 mai) : Bouira - Sétif
7e étape (samedi 18 mai) : Sétif - Constantine
8e étape (dimanche 19 mai) : Constantine - Skikda
9e étape (lundi 20 mai) : Skikda - Annaba
10e étape (mardi 21 mai) : Annaba - Guelma - Annaba

Programme des Grands Prix :

Grand Prix de la ville d'Oran (samedi 11 mai 2024) : 6,5 km x 17 tours (110.5 km)
Grand Prix de la ville d'Annaba (mercredi 22 mai) : 1,6 km x 50 tours (80 km)
Grand Prix de la ville d'Alger (vendredi 24 mai) : 1,65 km x 50 tours (82.5 km)

HANDISPORT-MONDIAUX DE JUDO POUR SOURDS :

Médaille d'or et une de bronze pour l'Algérie au rendez-vous de Turkestan

La sélection algérienne de judo pour sourds a clôturé sa participation aux Championnats du monde (messieurs et dames) qui ont pris fin dimanche, avec une médaille d'or et une bronze, remportées respectivement par l'athlète Sadi Bouchra Belinda et Bouhidel Abderrahmane, lors de la compétition abritée par la ville de Turkestan en Kazakhstan du 10 au 15 avril 2024.

L'Algérie qui était présente avec 5 athlètes, avait également empoché trois 7es places par Yousra Bensalah (-52kg), Fayçal Allal (-90kg) et Mohamed Amine Sahraoui (-100kg). Engagée dans la catégorie des -78kgs, Sadi Bouchra Belinda a remporté le titre suprême après avoir battu en finale la Kazakh Kramorova Anna par ippon. Déjà en demi-finale, l'Algérienne avait démontré son intention de ne pas lâcher prise, et revenir au pays avec la médaille d'or, en éliminant, l'Ukrainienne Bala M., également, par la note suprême (ippon). D'ailleurs, cette dernière s'est rachetée en enlevant la médaille de bronze, alors que la seconde médaille de bronze est revenue à la Coréenne Choi S. Pour sa part, Bouhidel Abderrahmane a pris le bronze de sa catégorie des -66kg, après avoir battu lors de la petite finale (pour la 3e place), le Kazakh Bysykatov par ippon. Le podium a été complété par le nouveau champion du monde, le Japonais Sato M., vainqueur du Kazakh Aldibek Nurmukhammed par ippon. Avec ses deux consécrations, l'Algérie termine à la 5e position au tableau des médailles sur 16 pays classés, alors que 24 nations, formant un total de plus de 300 athlètes (messieurs et dames) ont pris part aux Championnats du monde de judo pour sourds (messieurs et dames). Interrogé sur les performances de ses athlètes, l'entraineur national de judo pour sourds, Ouidir Mohand Oulhadj s'est réjouides médailles obtenues, déclarant : « je suis très content pour ses résultats. La médaille d'or, remportée haut la main, par Belindadénote de la valeur du judo algérien dans cette catégorie. L'athlète a réalisé un parcours exceptionnel et sans faute, gagnant des concurrentes de pays hôte et de l'Ukraine dont le niveau du judo n'est plus à présenter, mais chez ses handicapés ». Pour les autres athlètes, le coach a relevé aussi la bonne performance de Bouhidel (médaillé de bronze), » lui aussi qui fait un très acceptable parcours, Idem pour les autres s'étant classés en 7e position », a-t-il conclu. En prévision du rendez-vous de Turkestan en Kazakhstan, la sélection nationale de judo pour sourds » a bénéficié d'une bonne préparation », reconnait l'entraineur national, ajoutant « qu'un total de neuf stages de durée acceptable, a été effectué par l'ensemble des athlètes ». Le coach national a estimé que le judo algérien pour sourds lancé en 2016, a beaucoup progressé, pour cela, « nous souhaitons que la catégorie des sourds mérite d'être accompagnée et de bénéficier de moyens pour espérer obtenir des résultats meilleurs lors des compétitions internationales. », a-t-il souligné. La Fédération des Sourds d'Algérie est multidisciplinaire et gère plusieurs sports dont les disciplines phares : athlétisme, judo, futsal, tennis de table, natation, Jeux d`échecs, entre autres.



VOLLEY/ CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES CLUBS :

L'ASV Blida domine le Club Espoir de la RD Congo (3-0)

LE CLUB ALGÉRIEN de l'ASV Blida s'est imposé devant le Club Espoir de la RD Congo sur le score de 3 sets à 0 (25-20, 25-20, 25-13), en match comptant pour la 2e journée du groupe C du championnat d'Afrique des clubs de volley-ball 2024 (messieurs), disputé lundi au Caire. C'est le deuxième succès des Blidéens dans le tournoi après celui obtenu, dimanche, contre les Rwandais de Gisagara VC 3 sets à 1 (18-25, 25-16, 26-24, 25-15). Dans les deux autres rencontres de la poule C, disputées ce lundi, Prisons du Kenya a battu Gisagara VB du Rwanda (3-0), alors que Port autonome de Douala Cameroun s'est imposé au tie-break devant Rukinzo VB du Burundi (3-2). A l'issue des matchs de la deuxième journée, l'ASV Blida se hisse à la première place de la poule C avec six points, devant Port autonome de Douala (5 pts), Prisons (3 pts) et Rukinzo VB (1 point). Le Club Espoir et Gisagara VB ferment la marche avec zéro point. Lors de la troisième journée, prévue mardi, l'ASV Blida sera opposée Port autonome de Douala (16h00, heures algériennes), avant d'enchainer face à Prisons mercredi (13h00) pour le compte de la 4e journée et de boucler la phase de poules face à Rukinzo VB, jeudi (17h00). L'autre représentant algérien dans le tournoi, le WA Tlemcen décroché sa première victoire dans le groupe B, en s'imposant devant les Ethiopiens de Wolaitta SC sur le score de 3 sets à 0 (25-15, 25-17, 25-18). C'est le premier succès des Tlemcéniens dans le tournoi, après la défaite concédée dimanche face aux Tunisiens du Mouloudia Bou Salem (tenants du trophée) sur le score 3 sets à 0 (22-25, 23-25, 17-25). Selon la formule de compétition, les quatre premiers de chaque poule (A, B, C, D) se qualifient en huitièmes de finale. Le groupe A est composé des clubs d'Ahly SC (organisateur), Mugher Cement Factory SC (Ethiopie), Fath Union Sport (Maroc), Equity, (Kenya), Green Team (RD Congo). Le groupe D comprend les formations de la Garde républicaine VB (RD Congo), Port Autority (Kenya), Police VB (Rwanda) et Wolves Université (Zimbabwe). Lors de la dernière édition Championnat d'Afrique des clubs de volley-ball, disputée en 2023 en Tunisie, le Mouloudia Bou Salem avait été sacré devant le Zamalek SC, alors que l'équipe algérienne de la JSC Ouled Adouane s'était hissée à la troisième place du podium pour sa première participation.

SUPER COUPE D'AFRIQUE DE HANDBALL (DEMI-FINALE HOMMES) :

Le Ahly d'Egypte remporte le match contre le BM (Congo) 38-21 et se qualifie en finale

LE CLUB DU AHLY (Egypte) hommes s'est qualifié à la finale de la super coupe d'Afrique de handball, après sa victoire contre l'équipe BM du Congo sur le score de 38-21 (mi-temps : 17-9), dans le cadre de la demi-finale qui s'est déroulée, lundi soir à la salle Omnisports du complexe olympique «Miloud Hadefi» d'Oran. L'équipe du Ahly hommes d'Egypte a réussi à imposer sa domination sur toute la rencontre, depuis son début, et a pu creuser l'écart à environ 10 points, au cours de la première mi-temps, avant de creuser davantage l'écart lors de la seconde moitié du match. Le Ahly, détenteur de la précédente édition de la Super Coupe d'Afrique de handball masculin, affrontera, lors du match final, qui aura lieu demain mardi, sur le même terrain, l'autre club égyptien, Zamalek, vainqueur du premier match de demi-finale, disputé lundi contre le GS Kinshasa (République du Congo Démocratique). A noter que le champion de cette 31ème édition de la Super Coupe d'Afrique de handball, qui précède le championnat d'Afrique des clubs vainqueurs de coupe de handball (du 18-27 avril à Oran) sera qualifié au championnat du monde des clubs prévu, cet été, en Arabie Saoudite. La salle Omnisports du complexe olympique «Miloud Hadefi» accueillera, outre le Palais des sports Hamou Boutlélis d'Oran, jeudi prochain, les rencontres du championnat d'Afrique des clubs vainqueurs de coupe.

UN CLUB EN CRISE DE RÉSULTATS ET DES APPELS À REDRESSER LA BARRE

JSK - AG Ex : Grande purge en perspective ?

Face à une crise grandissante au sein de la direction de la JSK. Mobilis intervient en organisant une AGEX pour tenter de stabiliser et de relancer le club de la Djurdjura.

Par Rabah Azizi.



Chez la JS Kabylie, la crise s'approfondit, tant sur le terrain que dans ses coulisses administratives. Sur le plan sportif, le club connaît une période sombre, n'ayant pas remporté le moindre match depuis le mois de février dernier contre le NC Magra à domicile. Cette série de résultats négatifs pour les Canaris a été aggravée par une élimination précoce et particulièrement démoralisante en Coupe d'Algérie contre le CRB, devant leur propre public. En parallèle, la situation administrative est tout aussi préoccupante, avec des incertitudes qui ajoutent une couche supplémentaire de complexité à la crise actuelle. Une série de problèmes sportifs et administratifs qui met le club dans une position délicate, nécessitant des actions immédiates pour redresser la barre. C'est pourquoi une assemblée générale extraordinaire est prévue pour le 23 avril prochain. Toutefois, cette réunion n'a pas encore été officiellement annoncée par un communiqué ni du club, ni de Mobilis, l'entreprise actionnaire majoritaire qui, par cette opération, cherche à transformer profondément la structure administrative du club. Le but de cette manœuvre est double : d'une part, introduire de nouveaux partenaires dans le Conseil d'administration et, d'autre part, évincer certains actionnaires actuels jugés peut-être moins efficaces ou alignés avec les nouvelles orientations stratégiques de l'entreprise. Les nouveaux venus seront sélectionnés pour leur capacité à injecter des fonds frais dans le club, offrant ainsi une nouvelle stabilité financière. Cette consolidation financière sera essentielle pour permettre à la JSK de surmonter ses défis actuels et de financer ses ambitions futures, notamment en termes de développement d'infrastructures, d'acquisition de talents. Que ce soit par le mercato ou bien la formation de jeune talents, et l'expansion de ses activités sportives. La réorganisation stratégique orchestrée viserait à ouvrir la voie à des partenariats plus larges et à des opportunités de sponsorisation améliorées, essentielles pour la croissance et le succès à long terme du club. Un grand pas en avant pour le mastodonte de Tizi Ouzou, qui veut retrouver son succès, national ou continental, d'antan. Par conséquent, Il a été rapporté que Hakim Medane, ancien international qui a brillé sous le maillot Jaune et Vert, serait actuellement en négociations avancées pour intégrer la direction du club dans un rôle significatif. Reconnu pour ses compétences en gestion sportive, l'ancien milieu du club Kabyle a déjà servi au sein du bureau fédéral de la Faf et a également été manager de l'équipe nationale algérienne lors de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2019 en Égypte. Son expérience et son leadership sont perçus comme des atouts majeurs pour son retour éventuel. Récemment, il aurait eu des pourparlers avec les dirigeants de Mobilis, pour un retour à un poste de direction qui pourrait renforcer le management. Lors de cette rencontre importante, les membres du club auront l'opportunité d'analyser en détail et de déterminer le futur rôle de Medane, et également de réfléchir à la position du président actuel, Achour Cheloul. Ce dernier, ainsi que son équipe de direction, sont de plus en plus contestés par les supporters des « Canaris ». Cette assemblée générale sera donc un moment décisif pour évaluer et potentiellement redéfinir la gouvernance du club face aux préoccupations croissantes des fans. Ainsi, le club devra vite trouver un capitaine à son navire pour changer de cap à temps vers le succès et en évitant un naufrage des plus catastrophique telle que la relégation. Après les limogeages successifs de trois entraîneurs cette saison – Rui Almeida, Youcef Bouzidi et, plus récemment, Azzedine Aït Djoudi – la nouvelle direction se retrouve face à un dilemme majeur. En effet, selon le règlement de la Ligue, le recrutement d'un quatrième entraîneur entraînerait des sanctions sévères, le maximum autorisé étant de trois. En conséquence, c'est l'entraîneur adjoint, Djilal Bahloul qui hérite de la lourde responsabilité d'éviter la relégation à la JSK, ou du moins de contenir les dégâts jusqu'à la fin de la saison en cours. Cette période difficile devra servir de tremplin pour rebâtir et relancer une équipe mythique, la plus titrée du pays, dans l'espoir d'un avenir plus prometteur. C'est le strict minimum que demande son fidèle public.

R.A

LIGUE 2 (22e JOURNÉE) :

Intraitable, l'Olympique Akbou plus que jamais proche de la Ligue 1

L'OLYMPIQUE AKBOU a franchi un grand pas vers l'accession, en engrangeant trois nouveaux points suite à sa large victoire contre l'IRB Ouargla (4-0), en match disputé dimanche après-midi pour le compte de la 22e journée de Ligue 2, Groupe Centre-Est, ayant vu le CA Batna l'emporter (1-0) dans le derby des Aurès, face au voisin MSP Batna. Dans le groupe Centre-Ouest, le RC Kouba, vainqueur contre l'ESM Koléa au stade Benhaddad (2-0), a réalisé la meilleure affaire, en revenant à deux points du leader, l'ES Mostaganem, qui ne jouera son match que mardi (15h30) à domicile, contre la JSM Tiaret, après être retenu par sa participation aux quarts de finale de la Coupe d'Algérie.
De son côté, le WA Boufarik avait bien démarré son match face au WA Mostaganem, menant assez rapidement (1-0), avant que l'expulsion d'un de ses joueurs ne le pénalise, au point de se faire renverser (1- 3). Les cartons du jour étaient à l'actif du SKAF Khemis Miliana et du SC Mécheria, vainqueurs respectivement face à la JS Guir Abadla et l'Olympique Médéa, sur le même score de quatre buts à un. Pour leur part, le GC Mascara et le RC Arbaâ se sont contentés du minimum requis (1-0) pour engranger les trois points face au MCB Oued Sly et le CR Témouchent, au moment les mal-classés ASM Oran - NA Hussein Dey se sont neutralisés (0-0) dans le duel direct qui les opposés ce dimanche après-midi au stade Habib Bouakeul. Un score qui n'arrange aucune des deux équipes, qui restent ex-aequo à la douzième place du classement général, avec vingt-cinq points pour chaque club. Dans le Groupe Centre-Est, aucune surprise n'a été enregistrée, puisque la totalité des matchs a tourné à l'avantage des clubs hôtes, à commencer par l'USM Annaba et l'AS Khroub, qui l'ont emporté respectivement contre l'USM El Harrach et l'AS Ain M'lila, sur le même score de deux buts à zéro. A l'instar de l'Olympique Akbou, l'Olympique Magrane et l'IB Khemis El Khechna ont cartonné au cours de cette 22ejournée, en l'emportant respectivement (3-1) contre la JS Bordj Menaiel et (3-0) contre le MC El Eulma. Enfin, Sour El Ghozlane et Chelghoum Laïd sont également sortis victorieux de cette 22e journée après l'avoir emporté contre le MO Constantine et le NRB Teleghma, sur le même score de deux buts à un.

COUPE D'ALGÉRIE : TIRAGE AU SORT DES DEMI-FINALES CE SOIR

LA CÉRÉMONIE du tirage au sort des demi-finales de la Coupe d'Algérie de football (seniors) se tiendra mercredi (21h00) au siège de l'EPTV à Alger, a annoncé mardi la fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel. « La Commission d'organisation de la Coupe d'Algérie de la Fédération algérienne de football annonce que la cérémonie de tirage au sort des demi-finales de l'édition 2024 de l'épreuve populaire se tiendra le mercredi 17 avril 2024 à partir de 21h au siège de l'EPTV à Alger ».
« Cette cérémonie sera retransmise en direct par l'Etablissement public de télévision, diffuseur officiel de la Coupe d'Algérie » ajoute la FAF dans le même communiqué. Trois équipes ont composté leurs tickets pour le carré d'as, pour le moment, il s'agit du CS Constantine, CR Belouizdad et le MC Alger. Le quatrième club qualifié pour le dernier carré devait être connu à l'issue de l'ultime rencontre des quarts de finales qui a mis aux prises deux équipes de l'élite algérienne, en l'occurrence l'US Biskra et l'USM Alger, disputée hier soir, mardi (résultat à venir) au stade de 19 mai 1956 à Annaba à partir de (20h30).

LIGUE 1 MOBILIS : BOUCHAR (CRB) ET HITALA (ESS) SUSPENDUS TROIS MATCHS

LE DÉFENSEUR du CR Belouizdad Sofiane Bouchar et l'attaquant de l'ES Sétif Hitala Ramdane ont écopé de trois matchs de suspension fermes, a indiqué mardi la Ligue de football professionnel (LFP). Bouchar, exclu pour voie de fait envers un adversaire pendant et après le match contre l'ES Sétif, a pris trois (03) matchs de suspension fermes plus 30.000DA d'amende, précise la commission de discipline de la LFP à l'issue de sa réunion tenue lundi 15 avril 2024. De son côté, Hitala signalé pour voie de fait envers un adversaire après le match face au CRB, a été sanctionné de trois (03) matchs de suspension fermes plus 30.000DA d'amende, selon la même source. Pour rappel, la Commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP) avait suspendu lors de sa réunion du 8 avril, les joueurs Sofiane Bouchar (CR Belouizdad) et Ramdane Hitala (ES Sétif) suite à leurs altercations à l'issue du match disputé au stade 5 juillet (Alger), pour le compte de la 22ème journée de la ligue 1 de football Mobilis. Le défenseur central du CR Belouizdad, Bouchar Sofiane, avait été suspendu jusqu'à achèvement de l'enquête, une sanction assortie d'une amende de 100.000 DA pour contestation de décision. Pour sa part, joueur de l'ES Sétif, Hitala Ramdane avait été également suspendu jusqu'à son audition pour la séance du 15 avril 2024.



L'avenir de l'IA générative open-source : voici ce que dit la Fondation Linux

Technologie : Un rapport de la Fondation Linux peut servit de feuille de route pour envisager un avenir où l'IA générative open source stimule l'innovation et favorise un environnement éthique, sûr et collaboratif. Voici les grandes pistes.

Le voyage transformateur de l'IA a commencé avec GPT-3 souligne Stella Biderman, directrice d'EluetherAI, dans l'avant-propos du 2023 Open Source Generative AI Report de la Fondation Linux. Ce rapport révèle les dernières avancées de l'IA générative.
Voici donc un petit tableau de l'impact actuel et du potentiel de l'IA générative :

Une adoption et un investissement généralisés

L'une des révélations les plus marquantes de l'enquête est l'adoption généralisée de l'IA générative. Fait remarquable, la moitié des organisations interrogées avaient déjà exploité cette technologie émergente dans leurs processus de production, et 60 % d'entre elles prévoyaient des investissements substantiels. Cela souligne l'importance croissante de l'IA générative, qui passe d'un concept futuriste à un catalyseur d'innovation actuel dans le monde de l'entreprise.

Un élan en faveur de l'open source

Ce qui rend l'IA générative vraiment remarquable, c'est son adoption et l'éthique qui la sous-tend. Un pourcentage remarquable de 41 % des organisations a exprimé une nette préférence pour les technologies d'IA générative open source par rapport aux solutions propriétaires.
Au-delà des considérations de coût, cette préférence incarne les valeurs de transparence, de collaboration et d'innovation intrinsèques à l'open source.

Le rôle de la collaboration et de la neutralité

L'enquête montre que la collaboration et la neutralité sont essentielles pour l'avenir de l'IA générative.
Une majorité écrasante de 95 % des répondants ont exprimé leur soutien à une gouvernance neutre, signalant l'engagement de la communauté en faveur d'un écosystème où diverses parties prenantes peuvent contribuer de manière égale et façonner la trajectoire de l'IA générative.

Faire face aux lacunes de l'IA générative

Cependant, malgré l'optimisme, il est essentiel de relever les défis. L'enquête met en évidence des préoccupations urgentes, en particulier dans les domaines de la sécurité et de l'éthique. La sécurité apparaît comme une question primordiale lors du déploiement de projets d'IA générative. Dans le même temps, les considérations éthiques, telles que la partialité de l'IA et la confidentialité des données, occupent le devant de la scène.

Adoption et diversité des applications

Si la moitié des organisations interrogées utilisent l'IA générative, il existe un contraste frappant dans la manière dont la technologie est appliquée dans les différents secteurs. Cette diversité d'applications, du développement de produits à la cybersécurité, met en évidence des avancées inégales.

Investissement vs. utilisation efficace

L'enquête révèle une curieuse dichotomie. Alors que 60 % des entreprises prévoient d'investir massivement dans l'IA générative, il existe un écart notable dans la traduction de ces investissements en applications efficaces et innovantes.
Cela indique un décalage potentiel entre l'engagement financier et la mise en œuvre stratégique.

Planification future vs. intégration immédiate

Malgré le fait qu'une majorité considère l'IA générative comme cruciale pour la planification future, les défis d'intégration immédiate, tels que la personnalisation et l'intégration de l'IA dans les produits, restent un obstacle pour de nombreuses organisations.
Préférence pour l'open source vs. appréhensions en matière de sécurité
La préférence pour l'IA générative open source, notée par 41 % des organisations, est juxtaposée à des préoccupations persistantes en matière de sécurité et souligne la nécessité de mesures de sécurité plus robustes dans les modèles open source.

Collaboration vs. mise en œuvre opérationnelle

L'IA générative open source est favorisée pour son potentiel de collaboration et d'intégration.
Cependant, il y a une lacune dans la traduction de ce potentiel en implémentations opérationnelles réussies, mettant en évidence un décalage entre l'intention collaborative et l'exécution pratique.

Préoccupation d'ouverture vs. ouverture réelle

De nombreux répondants s'inquiètent du niveau réel d'ouverture des technologies d'IA générative, soulignant l'écart entre l'idéal et la réalité des écosystèmes d'IA open source.

Contrôle des données et transparence vs. application dans le monde réel

Bien que l'on croie à l'amélioration du contrôle des données et de la transparence grâce à l'IA générative open source, l'enquête indique que les applications dans le monde réel sont souvent à la traîne par rapport à ces idéaux.

Neutralité de la gouvernance vs. dynamique du marché

L'importance d'une gouvernance neutre dans l'IA générative, soutenue par 95 % des répondants, contraste avec la dynamique du marché qui favorise souvent certains acteurs, créant ainsi un fossé en matière de gouvernance.

Durabilité à long terme vs. défis à court terme

La préférence pour l'IA générative open source pour la durabilité à long terme est en contradiction avec les défis immédiats, tels que les contraintes budgétaires et les problèmes d'évolutivité, reflétant le besoin d'une planification équilibrée à long terme et d'une capacité d'adaptation à court terme.

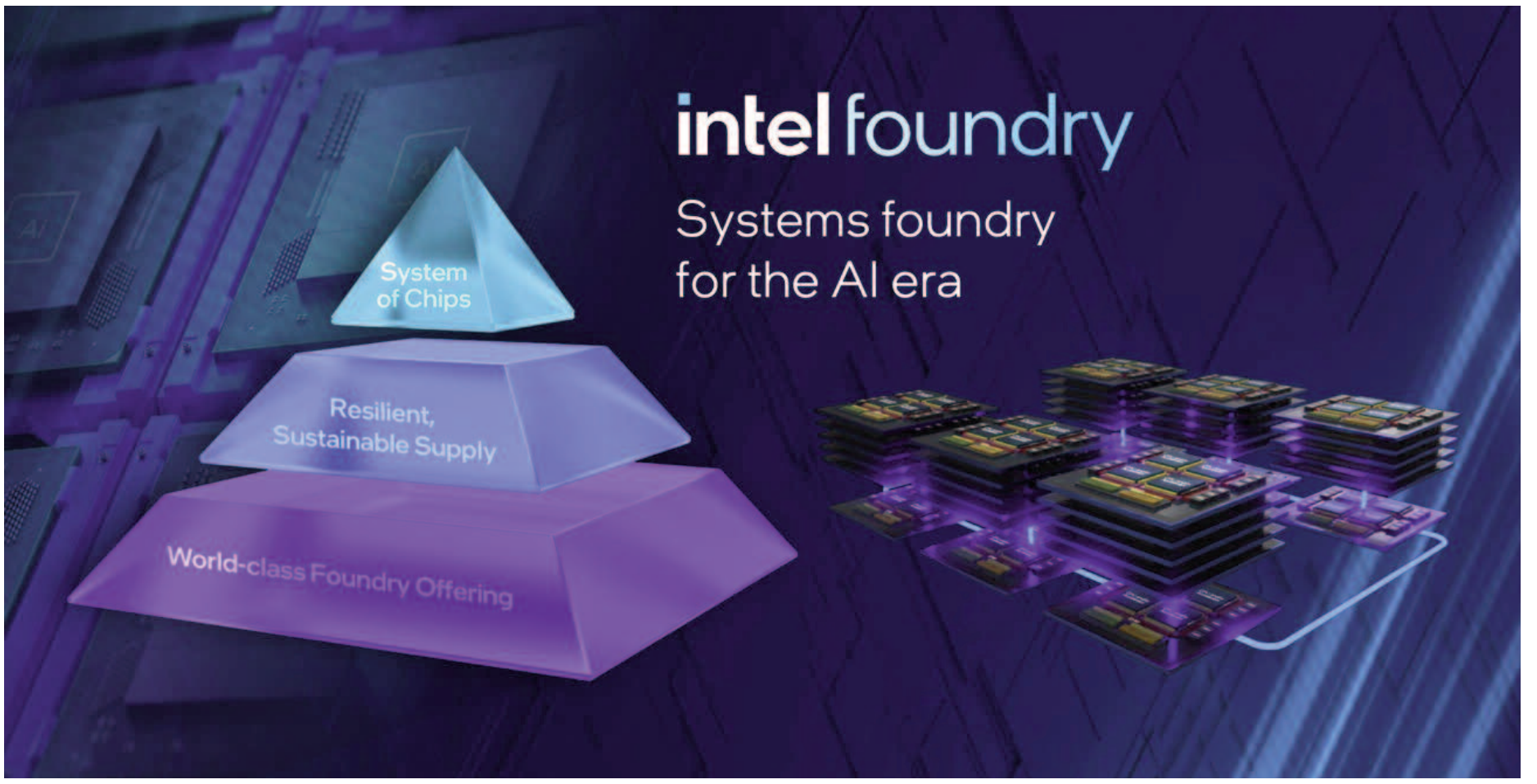
L'égalité des performances vs. l'expérience utilisateur

Bien que les solutions d'IA générative libres et propriétaires soient perçues comme égales en termes de performances, les variations de l'expérience de l'utilisateur pourraient influencer de manière significative les préférences et l'adoption par les organisations.

Perspectives d'avenir pour l'IA générative open source

L'enquête de la Fondation Linux fournit des informations précieuses. Notamment, la forte approbation des solutions open-source en tant que principe fondamental pour les technologies émergentes dépeint une vision d'un avenir où l'IA générative propulse l'innovation technologique. Dans cet avenir, les technologies émergentes favorisent un environnement caractérisé par l'éthique, la sécurité et la collaboration, au bénéfice de tous - un environnement qui rappelle les premiers jours de l'internet.

Intel lance "Intel Foundry" pour l'ère de l'IA



Technologie : Intel annonce une nouvelle organisation pour faire face à la révolution de l'IA dans le domaine des composants informatiques. Avec une feuille de route à la clé.

Lors de l'évènement IFS Direct Connect 2024,Intel a dévoilé pour la première fois Intel 14A, un processus de fabrication de semi-conducteurs ultrafins de classe 1,4 nanomètre, qui devrait être commercialisé en 2027. Intel a également annoncé que les processus de gravure existants (Intel 3, Intel 18A et Intel 16) continuent à être fabriqué.

Mais la grande annonce concerne la mise en place d'une nouvelle organisation pour répondre aux demandes des clients en matière d'IA. "L'IA offre de formidables opportunités aux concepteurs de semi-conducteurs et à Intel Foundries, la première fonderie de systèmes au monde pour l'ère de l'IA", a déclaré Pat Gelsinger, PDG d'Intel.

"L'organisation d'Intel sera restructurée en groupes de fonderie/produits"

"Lorsque j'ai pris la barre il y a trois ans, en 2021, j'ai défini mon objectif : restaurer le rôle d'Intel dans l'industrie informatique", a déclaré Pat Gelsinger, PDG, "et il nous a fallu un peu plus de trois ans pour nous préparer à remplir cette mission".

En juin de l'année dernière, Intel a annoncé le regroupement d'Intel Foundry Services (IFS) et de ses activités liées à la technologie de fabrication des semi-conducteurs au sein d'une nouvelle organisation, le Manufacturing Group. "Les activités d'Intel seront réorganisées en deux groupes, Intel Foundries, qui servira à la fois les clients internes et externes, et Intel Products, qui produira une gamme de processeurs", a déclaré le PDG Pat Gelsinger.

IA : "Nous fournirons des solutions qui permettront à des millions de puces d'agir comme une seule"

M. Gelsinger a prédit que d'ici 2030, Intel serait à la tête de la deuxième plus grande entreprise de fonderie au monde, probablement derrière le leader actuel, Taiwan Semiconductor Manufacturing Co. ou TMSC, en grande partie parce qu'elle répondra à la demande de puces d'intelligence artificielle. "La demande globale (de puces d'IA) semble insatiable pour plusieurs années à venir" a t-il dit.

"L'IA est désormais accessible dans le centre de données, le cloud, les réseaux et le edge computing, et nous avons besoin d'une fonderie de systèmes pour l'ère de l'IA".

Stuart Van, vice-président senior et directeur général d'Intel Foundry Services, a également expliqué que "lorsque des millions de processeurs fonctionneront à l'avenir pour le traitement de l'IA, tout - les processeurs, la mémoire, les interconnexions qui relient les puces entre elles et les logiciels - doit fonctionner comme une seule puce, et Intel a les capacités pour le faire".

Intel dévoile sa feuille de route pour la prochaine génération de processus ultra-micro "Intel 14A"

Intel a annoncé être en bonne voie pour réaliser la feuille de route "Cinq processus en quatre ans" (5N4Y) dévoilée par le PDG Pat Gelsinger en 2021.

Le CEO Pat Gelsinger a dévoilé un prototype de Clearwater Forest, un processeur de serveur multicœur à haute efficacité basé sur le processus Intel 18A, et a expliqué que "les premiers prototypes ont déjà été livrés aux installations de production".

Intel a déclaré également vouloir achever le développement de l'Intel 14A, le processus de fabrication de semi-conducteurs à 1,4 nanomètre, le plus avancé de l'entreprise, d'ici 2027.

Dans le même temps, Intel améliorera les processus existants tels que l'Intel 3 et l'Intel 18A pour fabriquer ses propres produits et ceux de ses clients externes.

Intel à la recherche d'un second souffle

Intel, pionnier de la Silicon Valley, est en difficulté ces dernières années. Son concurrent Nvidia est sans doute la société qui profite le plus de la ruée vers l'or de l'IA. Elle est devenue la cinquième société américaine cotée en bourse la plus chère, derrière Microsoft, Apple, Amazon et la société mère de Google, Alphabet Inc. Intel, en revanche, essaie de convaincre les investisseurs que M. Gelsinger a remis Intel en bon ordre. Depuis son arrivée, M. Gelsinger a déjà poussé la société à fabriquer des puces pour d'autres entreprises et a engagé 20 milliards de dollars dans la construction de nouvelles usines.

Pourquoi Groq s'apprête à bouleverser le marché avec sa puce d'IA

UNE PUCE d'intelligence artificielle (IA) qui accélère l'inférence et la réponse des grands modèles de langage (LLM) vient d'être mise sur le marché. Elle attire l'attention de l'industrie parce qu'elle est plus rapide que l'unité de traitement graphique (GPU) de Nvidia utilisée par Azure.

La startup américaine Groq a lancé le 20 février une unité de traitement du langage (LPU - Langage Processing Unit), une puce d'IA qui accélère l'inférence et la réponse des LLM. Grok est une société de semi-conducteurs fondée en 2016 par un groupe d'anciens développeurs de Google. Le PDG Jonathan Ross, qui a développé les puces d'apprentissage machine (ML) de Google, fait partie des fondateurs.

Ce LPU est spécialisée dans l'amélioration de la vitesse de réponse des chatbots équipés de ML, tels que ChatGPT d'OpenAI et Gemini de Google.

Elle peut générer des centaines de mots de réponses en anglais aux questions des utilisateurs en moins d'une seconde.

Dans les tests de référence, ce LPU a surpassé l'infrastructure de cloud computing Azure de Microsoft. "Lama 2" de Meta, avec ses 70 milliards de paramètres, a généré 19 tokens (jetons) par seconde sur Microsoft Azure Cloud, mais 241 tokens par seconde avec Groq.

Ce LLM peut donc déduire plus de 18 fois plus vite sur Groq. Et le LPU a mis 0,8 seconde pour générer 100 jetons, contre 10,1 secondes sur le cloud Azure de Microsoft.

Disponible pour les développeurs dans l'interface Grocechat

Le LPU est actuellement disponible pour les développeurs intéressés dans une interface de chat. Les utilisateurs autorisés peuvent tester ce moteur sur Lama 2, Mistral, Falcon, etc.

"La vitesse d'inférence des LLM permet aux développeurs de transformer leurs idées en entreprises, ce qui est essentiel pour l'écosystème commercial de l'IA", a déclaré Jonathan Ross, PDG de Groq.

Le logo de Chupa Chups a été créé par Salvador Dali



LES SUCETTES Chupa Chups ont été créées en 1958 par l'espagnol Enric Bernat en partant de l'idée d'un bonbon qui ne salit pas les doigts.
La création du logo fut confiée au célèbre artiste Salvador Dali en 1969. La signification du nom se résume dans les termes « Chupa » qui signifie sucer et « Chups » qui symbolise le bruit de la sucette sortant de la bouche.

Trois ingénieurs de Tchernobyl se sont portés volontaires pour arrêter l'explosion d'un réacteur et mourir !

LA CATASTROPHE de Tchernobyl, un énorme accident nucléaire qui a eu lieu le 26 Avril 1986 à la centrale nucléaire de Tchernobyl en Ukraine. Une explosion et un incendie ont pompé des matières radioactives dans l'atmosphère qui a voyagé sur l'URSS et tout l'Europe.
C'est le pire accident de l'histoire des centrales nucléaires, mais ça aurait pu être bien pire.
En effet, la catastrophe ne donnait aucun signe de radoucissement quand trois ingénieurs travaillant à la centrale ont décidé de donner un coup de main et risquer leur vie. Ils ont plongé dans un bain de peroxyde d'hydrogène radioactif sans une lampe de poche de travail et ont réussi à ouvrir un canal pour arrêter l'explosion du réacteur. Cette action héroïque leur a couté la vie mais a sauvé des milliers d'autres vies.

LE SAVIEZ VOUS
J Indépendant

De vrais VIP: une nouvelle compagnie aérienne propose des vols adaptés aux chiens



Depuis peu, une nouvelle compagnie aérienne a vu le jour, spécialement pour... chiens. BARK Air est la première compagnie à proposer des vols adaptés aux chiens. Elle souhaite que nos amis à quatre pattes puissent bénéficier du même traitement qu'une personne en première classe. Mais ce service a un prix élevé.

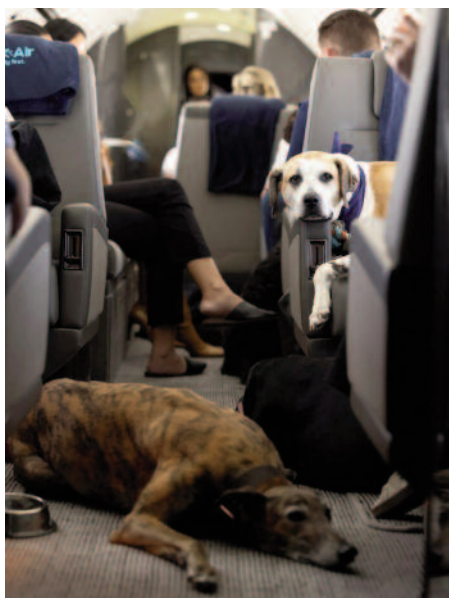
Voyager avec un chien, surtout sur de longues distances, est souvent une expérience stressante pour les propriétaires comme pour leurs compagnons à quatre pattes. Sur la plupart des compagnies aériennes, les petits chiens peuvent être placés sous le siège de la cabine, mais les plus gros sont transportés dans la soute. Chez BARK Air, les choses seront différentes: tous les chiens bénéficieront d'un traitement VIP en cabine. Le voyage sera également agréable pour les propriétaires.

"Odeurs, musiques et couleurs apaisantes"

Les passagers de BARK Air peuvent éviter les points de contrôle encombrés de l'aéroport et utiliser une procédure d'enregistrement plus simple. Les chiens pourront faire connaissance avant le vol, tandis que les propriétaires se verront servir un repas préparé par des chefs sur place.
Un membre de l'équipage est présent pendant l'embarquement pour aider les chiens à s'habituer les uns aux autres et à l'environnement. Dans l'avion, des "odeurs, musiques et couleurs apaisantes" sont diffusées et les chiens reçoivent des casques anti-bruit. Pendant le vol, bien sûr, des friandises sont offertes. Il y a également des lits, des couvertures et des jouets à bord.

Le point sur les prix

Pour ce vol adapté aux chiens, les propriétaires devront cependant mettre la main à la poche. Un billet simple coûte 6.000 dollars (environ 5.600 euros) pour un chien et un humain. Les avions sont conçus pour accueillir 15 chiens et leurs maîtres, mais BARK Air ne vendra jamais plus de 10 billets pour s'assurer que tout le monde dispose de suffisamment d'espace à bord.
Les premiers vols partiront dès le mois prochain, le 23 mai. Pour l'instant, le service n'est disponible que sur deux liaisons long-courriers : de New York à Londres (8.000 dollars, 7.505 euros) et de New York à Los Angeles (6.000 dollars). Les billets sont en vente depuis la semaine dernière.



USA

Une américaine laisse ses enfants de 6 et 8 ans seuls à la maison pour partir en croisière

Une femme du Texas est accusée d'avoir abandonné ses enfants. La mère est partie en croisière à Porto Rico pendant que son fils de 8 ans et sa fille de 6 ans sont restés seuls à la maison, livrés à eux-mêmes.

Lakesha Woods Williams, âgée de 29 ans, s'est rendue en Floride la semaine passée pour embarquer sur une croisière à destination de Porto Rico, laissant ses enfants sans surveillance à la maison. Ce sont les voisins qui ont alerté les autorités lorsqu'ils ont remarqué que les enfants étaient seuls depuis plusieurs jours. Ils avaient vu leur mère partir avec ses bagages, mais n'avaient pas constaté son retour.
En entrant dans le luxueux appartement de Lakesha Woods Williams, la police a été submergée par un forte odeur d'urine. Les lieux étaient jonchés de détritus et de restes de nourriture, comme l'ont rapporté les forces de l'ordre à la chaîne locale ABC13. Selon la police, les enfants sont restés sans surveillance pendant des jours. "Ils devaient se débrouiller et se procurer de la nourriture eux-mêmes. Mais que se serait-il passé si quelqu'un était entré par effraction? Il existe un certain nombre de scénarios d'horreur qui auraient pu se produire", a déclaré le procureur à ABC13.

Pas la première fois

Selon les pompiers, les enfants sont en bonne santé. Ils ont déclaré à la police que leur mère partait en croisière à Porto Rico, mais ils ne savaient pas quand elle reviendrait. La mère avait laissé derrière elle une webcam et un téléphone pour rester en contact avec ses enfants. Les enfants sont désormais gardés par leur tante.
Ce n'est pas la première fois que Williams agit de la sorte. Sa caution sera donc plus élevée que d'habitude. Lakesha Woods Williams, qui a d'abord menti à la police sur l'endroit où elle se trouvait, n'a pas coopéré à l'enquête. Elle devrait être libérée sous caution cette semaine, mais devra porter un bracelet électronique.



Réchauffement climatique :
les littoraux sont plus que jamais menacés par le risque de submersions marines



- *Érosion côtière : des communes menacées de submersion en France*

Le risque de canicules et de submersions marines simultanées, exacerbé par le réchauffement climatique, met en péril les populations côtières selon une étude récente. Les scientifiques insistent pour que des mesures urgentes soient prises.

Le risque de survenue simultanée d'une canicule et d'une submersion marine, due aux tempêtes en période de fortes marées, est multiplié par le réchauffement climatique et l'élévation continue du niveau des mers, selon une étude publiée jeudi qui promeut l'adaptation des populations côtières face à cette menace.

Effets cumulés des chaleurs extrêmes et de la montée des océans

Les chaleurs extrêmes et la montée du niveau des mers sont généralement étudiées séparément, mais des chercheurs de l'Université polytechnique de Hong Kong ont constaté que les deux phénomènes se cumulent et que la fréquence des vagues-submersion en pleine canicule pourrait être multipliée par cinq d'ici au milieu du siècle.
Ces événements font peser des menaces "très dangereuses" sur les communautés littorales, cumulant la surmortalité des canicules aux inondations, dans des proportions qui pourraient "dépasser leur capacité d'adaptation", a déclaré à l'AFP l'auteur principal de l'étude, Mo Zhao.
Des études antérieures ont déjà établi que la chaleur alimente les régimes de tempête, tels que les cyclones tropicaux, qui provoquent une montée ponctuelle du niveau des mers, a déclaré son co-auteur Shuo Wang, expert des extrêmes hydroclimatiques. Leur étude, publiée dans la revue Communications Earth & Environment, démontre que les températures élevées ne précèdent pas seulement les tempêtes, mais qu'elles persistent pendant celles-ci, laissant les populations à la merci des deux extrêmes. Les zones côtières du monde ont déjà vu ces événements combinés se produire en moyenne 3,7 jours de plus par an entre 1998 et 2017 par rapport aux deux décennies précédentes.

Un phénomène inégalement réparti dans le monde

D'ici à 2049, prévoit l'étude, ces événements augmenteront en moyenne de 31 jours par an si l'humanité poursuit sans relâche ses émissions actuelles de gaz à effet de serre à l'origine du réchauffement climatique. L'Afrique et la côte est de l'Amérique du Sud connaîtraient les augmentations les plus importantes, selon les auteurs.
Près de 900 millions de personnes dans le monde vivent dans des zones côtières de basse altitude, selon une étude publiée en 2023 par l'université de Cambridge, qui prévoit une augmentation d'un tiers dans les prochaines décennies.
Pour les populations concernées, la solution ne peut pas se résumer à installer la climatisation. Non seulement elle n'est pas généralisée dans les pays pauvres, souligne l'étude, mais elle est gourmande en énergie et exposée aux coupures d'électricité, fréquentes lors des tempêtes.
"Si nous prenons des mesures urgentes pour atténuer le changement climatique, la situation s'améliorera", estime Shuo Wang.
Mais dans un monde déjà réchauffé d'au moins 1,2 °C depuis l'ère préindustrielle, ces événements extrêmes ne peuvent totalement être évités. Les gouvernements doivent donc déjà investir dans l'adaptation des infrastructures côtières afin de mieux protéger les populations, et dans des systèmes d'alerte précoce, recommande Wang.

Un vaste réseau de "routes fantômes" permet de secrètement saccager des forêts à la biodiversité exceptionnelle

EN UTILISANT Google Earth pour cartographier les forêts tropicales de Bornéo, de Sumatra et de Nouvelle-Guinée, des chercheurs de l'université James Cook, en Australie, ont répertorié 1,37 million de kilomètres de pistes absentes des bases de données routières officielles. Or, ces "routes fantômes" précèdent presque systématiquement la destruction de la forêt (The Guardian).
Après les "filets fantômes", voici les "routes fantômes" : des pistes assez larges pour permettre la circulation des véhicules motorisés, mais totalement invisibles sur les cartes routières officielles. Autant dire que les individus qui tracent ces voies à coups de bulldozer n'opèrent pas toujours de façon légale, qu'ils soient bûcherons, agriculteurs, mineurs, trafiquants de drogue ou spéculateurs fonciers. Alors que 3,7 millions d'hectares de forêts primaires tropicales ont disparu l'année passée (rapport du World Resources Institute, 2024), ces réseaux routiers informels précèdent presque toujours la destruction de la forêt et comptent de ce fait parmi les "menaces directes les plus graves" qui pèsent sur ces écosystèmes naturels, révèlent des chercheurs de l'université James Cook, en Australie.

Un accès facilité à des zones naturelles "autrefois isolées"

Les auteurs de cette nouvelle étude publiée dans la revue Nature (10 avril 2024) – et relayée par nos confrères du Guardian – ont utilisé Google Earth pour cartographier les forêts tropicales de trois grandes îles de la région Asie-Pacifique : Bornéo, Sumatra et la Nouvelle-Guinée.
Sur 1,4 million de kilomètres carrés de forêt tropicale, ils ont répertorié pas moins de 1,37 million de km de routes, soit entre trois et sept fois plus que ce qui est officiellement répertorié dans les bases de données routières.
"En facilitant considérablement l'accès à des zones naturelles autrefois isolées, le développement routier non réglementé entraîne une augmentation considérable des perturbations environnementales dues à des activités telles que l'exploitation forestière, l'exploitation minière et le défrichement", a déclaré le Pr Bill Laurance, coauteur de l'étude (The Guardian). Plus de 7 000 heures d'examen minutieux des images satellites ont été nécessaires pour l'analyse de la surface concernée, détaillent les auteurs qui ont bénéficié pour cela de l'aide précieuse d'une petite armée de 200 volontaires formés.
Cependant, si l'on voulait cartographier toutes les routes fantômes de la planète, le temps nécessaire pourrait selon eux frôler… les 640 000 heures (soit 73 ans) !

25 millions de km de nouvelles routes pavées d'ici le milieu du siècle

"Quelque 25 millions de kilomètres de nouvelles routes pavées sont prévus d'ici le milieu du siècle, et 90 % de toutes les constructions de routes ont lieu dans les pays en développement, y compris dans de nombreuses régions tropicales et subtropicales dotées d'une biodiversité exceptionnelle", précise le Pr Laurance (The Guardian).



Uncarthrose : que faire contre cette Arthrosedes cervicales ?

L'uncarthrose est une arthrose particulière localisée dans les cervicales. Elle entraîne des douleurs, qui peuvent descendre dans le bras. Un traitement doit être mis en place pour éviter les complications.

L'uncarthrose cervicale est une localisation particulière d'arthrose : elle est localisée au niveau des vertèbres cervicales. Comment la reconnaître ? Quelles sont les causes d'uncarthrose ? Comment la soigner ?

Quelle est la définition d'une uncarthrose ?
L'uncarthrose, également appelée "arthrose uncovertébrale" ou "arthrose de l'uncus", est une localisation particulière de l'arthrose des vertèbres cervicales ou cervicathrose. Elle entraîne des douleurs cervicales et cervico-brachiale (qui descendent dans le bras). "En effet, entre la 3e et la 7e vertèbre cervicale, il y a des articulations qu'on ne trouve pas sur le reste de la colonne vertébrale. Ces articulations s'appellent les Uncus, et c'est le siège de l'arthrose.
Si le disque est de hauteur moindre, on parle alors de discarthrose, dont les symptômes sont également la douleur", explique Professeur Francis Berenbaum, Chef du Service de Rhumatologie à l'Hôpital Saint-Antoine de Paris. Si ces douleurs s'accompagner de lésions au niveau des disques, on évoque alors une uncodiscarthrose.

C'est quoi une uncarthrose c5 c6 c7 ?
"Les termes c3 à C7 désignent simplement l'emplacement de l'arthrose", explique le professionnel. Les symptômes ne changent pas selon l'emplacement.

Quelle est la cause d'une d'une uncarthrose ?
Les corps vertébraux des vertèbres cervicales ont la particularité de posséder des crochets latéraux, appelés uncus. L'uncus de chaque vertèbre cervicale s'unit à une dépression correspondante sur la face antérieure de la vertèbre située juste en dessous, contribuant ainsi à la stabilisation de la colonne vertébrale.
Lorsqu'ils sont touchés par des lésions arthrosiques et une ossification anormale, cela entraîne une uncarthrose. Des microtraumatismes et certaines postures, comme des mouvements répétitifs, peuvent favoriser son apparition.

Quels sont les symptômes d'une uncarthrose ?
Les symptômes généralement observés sont des douleurs articulaires au niveau du cou. L'uncarthrose peut également entraîner des névralgies cervico-brachiales, c'est-à-dire des douleurs entraînées par la compression du nerf et irradiant vers les épaules et les bras. Mais cette pathologie peut aussi ne provoquer aucun trouble et rester asymptomatique. Pour Francis Berenbaum, le message le plus important est que "ce n'est pas parce-que sur une radio ou une IRM apparaît des termes reliés à l'arthrose qu'il y aura des douleurs. D'ailleurs, pratiquement tout le monde à des signes de ces pathologies. Mais on ne sait pas pourquoi certains ont mal et d'autres non".

C'est quoi une uncarthrose bilatérale ?
Quand on utilise le terme uncarthrose bilatérale, on parle de la même pathologie, mais symétrique des deux côtés de la colonne. Il peut y avoir de l'arthrose d'une coté ou des deux côtés.

Quelle est la différence entre une uncarthrose et une discarthrose ?
La discarthrose est une pathologie différente : elle entraîne les mêmes symptômes de douleurs que l'uncarthrose, mais touche la colonne vertébrale : "Le corps vertébral est formé de disques situés entre les 24 vertèbres mobiles de la colonne vertébrale, et la discarthrose se déclare quand ces disques sont usés de manière irrémédiable." On distingue les deux pathologies par la localisation de la douleur : si elle est moins haute, on parle de discarthrose.

Comment pose-t-on le diagnostic d'une uncarthrose ?
Le diagnostic est établi à la suite d'un examen clinique par un médecin généraliste ou un rhumatologue. La mobilité du cou, de la colonne vertébrale et des membres supérieurs peut être testée, en évaluant les douleurs du patient. L'examen est complété par des radiographies, un scanner ou un IRM.

Comment soigner une uncarthrose ?
"L'uncarthrose étant souvent engendrée par des mouvements répétitifs, qui peuvent venir du travail par exemple, il faut commencer par éliminer ce mouvement", recommande le spécialiste.

► Le traitement de l'uncarthrose est principalement symptomatique : afin de soulager les douleurs et les raideurs : analgésiques, anti-inflammatoires, crèmes anti-inflammatoires... "Ensuite, en règle générale, ça va rentrer dans l'ordre tout seul."
► Dans les cas où la douleur est invalidante ou chronique, on peut envisager des injections épidurales de corticoïdes et d'anesthésiques locaux "mais il faut éviter les infiltrations au niveau des rachis cervicaux, précise le docteur. On le fait uniquement dans des cas très particuliers, sinon on évite au maximum".

► Une prise en charge paramédicale est également recommandée, avec des exercices physiques réguliers d'assouplissement et de renforcement musculaire.

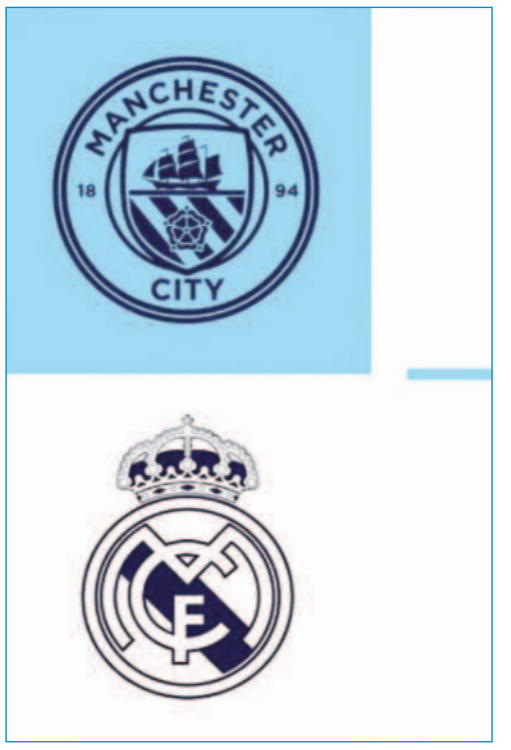
Quand faire de la chirurgie ?
"On opère quand il y a une névralgie (c'est-à-dire une douleur qui descend dans le bras), ou un déficit moteur dans la main, malgré plusieurs mois de traitement. C'est un cas particulier, mais ça arrive", indique Francis Berenbaum.

Quelles sont les complications possibles ?
Lorsque qu'elle n'est pas prise en charge, l'uncarthrose peut devenir chronique et causer des douleurs invalidantes. "Cette complication est très rare, mais elle peut engendrer des difficultés à la marche, il faut donc impérativement consulter si on a à la fois des douleurs aux cervicales et une difficulté à marcher", explique le professionnel.

BIEN-ÊTRE

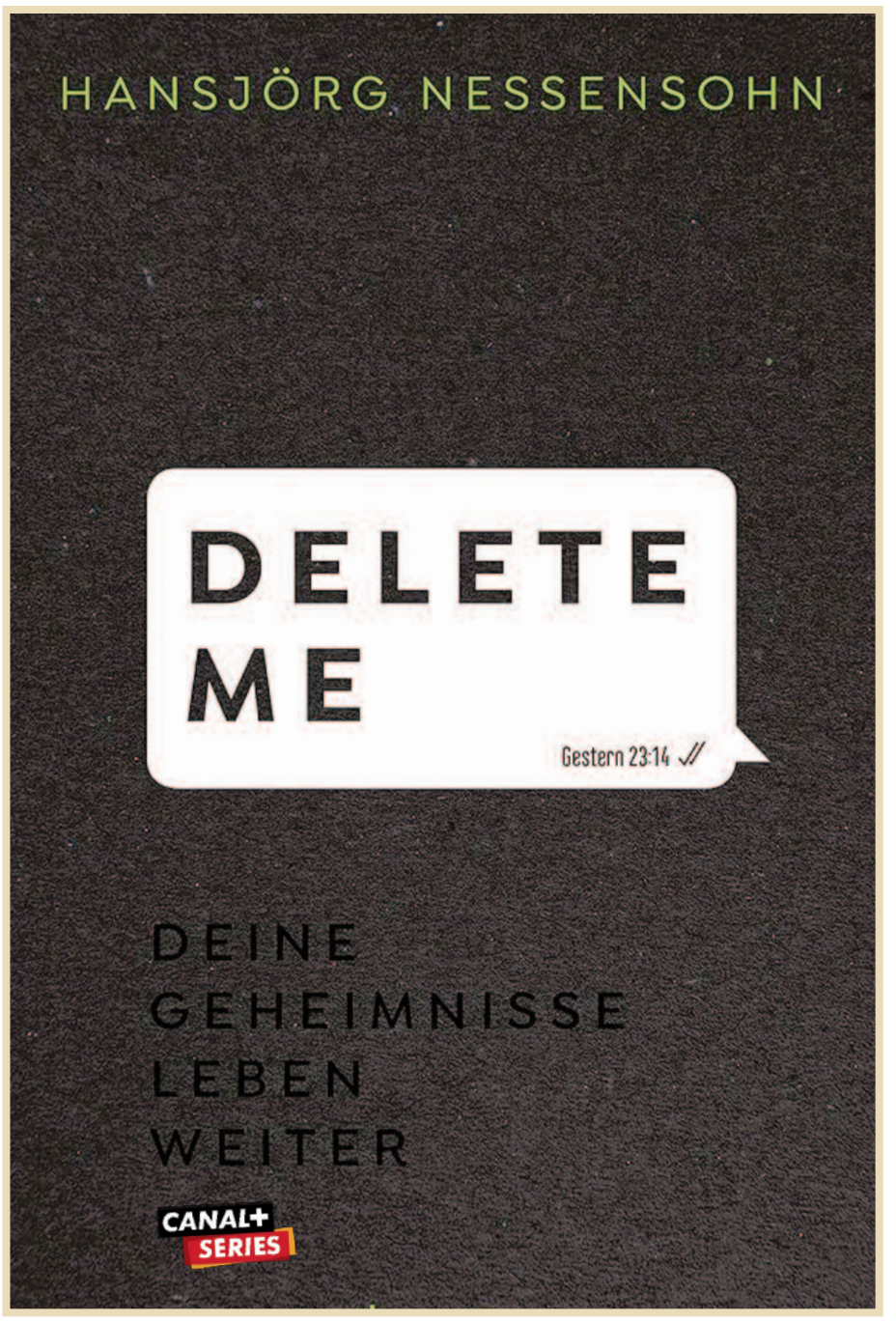












JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h55 Série dramatique, Itlaie 2024 — TF1
Doc

21h00 Téléfilm dramatique France, 2023 — France 2
Les malvenus

20h55 Jeu - France 2024 — M6
Top chef

20h55 Ligue des champions Saison 2023 — CANAL+
Manchester City / Real Madrid

20h55 Magazine de société — W9
France
Que s'est-il vraiment passé ?

21h00 Film de science-fiction — CINE+ FRISSON
Corée du Sud - 2021
Seobok

21h05 Comédie — 6ter
Etats-Unis - 2021
Cruella

20h50 Thriller France, 2022 — CINE+ PREMIER
Le torrent

21h20 Série policière France , 2016 — C8
Mongeville

20h50 Cinéma Drame, France 2023 — CINE CINEMA
La Petite

22h00 Cinéma Comédie — CINE+ FAMIZ
États-Unis - 2009
Palace pour chiens

21h20 Film fantastique — TMC
Grande-Bretagne - Etats-Unis 2001
Harry Potter à l'école des sorciers

21h00 la chaine CANAL+ SERIES



Série humoristique France, 2020
Saison 1 Épisode 1/2/3/4/5

La Flamme

Marc est la coqueluche de la nouvelle édition de La Flamme. Il n'a toujours pas trouvé la femme de sa vie. Il découvre la villa et les prétendantes qui vont rivaliser pour le séduire et tenter d'allumer la flamme en lui.
Bien que Marc soit encore bouleversé par les éliminations de la veille, l'aventure ne fait que commencer. Il rejoint les prétendantes lors d'un concours de stand-up, durant lequel elles devront faire preuve d'humour. Une qualité chère au pilote.

22h35

Série dramatique Norvège,2023
Saison 2 Épisode 1/2

Delete Me

Sanna essaie de se faire connaître du plus grand nombre en tant qu'influenceuse sur les réseaux sociaux.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	04:11	12:28	16:10	19:06	20:35
CONSTANTINE	04:17	12:33	16:15	19:10	20:39
ALGER	04:32	12:47	16:29	19:23	20:52
OUARGLA	04:34	12:38	16:16	19:10	20:33
CHLEF	04:38	12:54	16:35	19:30	20:59
MOSTAGANEM	04:44	12:59	16:40	19:35	21:03
ORAN	04:48	13:02	16:43	19:38	21:06

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7868 — MERCREDI 17 AVRIL 2024

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	19°	13°
Oran	24°	15°
Constantine	19°	8°
Ouargla	28°	14°

SAHARA OCCIDENTAL

Nouvelles consultations au Conseil de sécurité

Le Conseil de sécurité de l'ONU a tenu hier une session de consultations à huis clos sur la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO). Cette séance est consacrée à la présentation d'exposés du Représentant spécial pour le Sahara occidental et chef de la MINURSO, Alexander Ivanko, et de l'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'Onu, Staffan De Mistura.

La tenue de cette session survient conformément à la résolution 2703 du Conseil de sécurité, adoptée le 30 octobre 2023, renouvelant le mandat de la MINURSO pour un an supplémentaire, jusqu'au 31 octobre 2024. Cette dernière résolution a introduit, rappelons-le, un nouveau langage saluant la convocation par De Mistura de consultations informelles avec le Maroc, le Front Polisario, ainsi qu'avec les membres du Groupe des Amis du Sahara Occidental: France, Russie, Espagne, Royaume-Uni et Etats-Unis, durant la période du 27 au 31 mars 2023 à New York.

Dans ce contexte, il faut souligner que le dernier rapport du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres sur la MINURSO, daté du 3 octobre 2023, note que les consultations bilatérales informelles visaient à discuter des enseignements tirés du processus politique, à approfondir l'examen des positions et à poursuivre la recherche de «formules mutuellement acceptables» pour faire avancer le processus politique.

Dans cette résolution, adoptée avec 13 voix pour et deux abstentions (Mozambique et Russie), le Conseil de sécurité a appelé les parties au conflit (Maroc et Front Polisario) à «reprendre les négociations sous les auspices du secrétaire général, sans conditions préalables et de bonne foi», avec l'objectif de parvenir à «une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental».

La veille de cette séance de consultation, le représentant du Front Polisario auprès de l'ONU et coordonnateur avec la MINURSO, Mohamed Sidi Omar s'est entretenu, au siège du secrétariat des Nations unies, avec Staffan de Mistura.



Appel à reprendre les négociations.

La rencontre a porté sur la réalité et l'avenir du processus de paix parrainé par les Nations Unies au Sahara Occidental.

Sidi Omar a notamment expliqué en détail la position du Front Polisario à cet égard et souligné que l'exercice par le peuple sahraoui de son droit inaliénable à l'autodétermination est la seule voie vers une solution pacifique, juste et durable à la décolonisation du Sahara occidental.

Le représentant du Front Polisario a, en outre, réaffirmé que le plan de règlement de l'Union Africaine (UA) et des Nations Unies, accepté par les deux parties en conflit, le Front Polisario et le Maroc, en août 1988, et approuvé à l'unanimité par le Conseil de sécurité dans ses résolutions 658 (1990) et 690 (1991), demeure la solution réaliste, raisonnable et consensuelle à la question de la décolonisation du Sahara occidental. Dans ce contexte, il a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre des mesures concrètes pour permettre à la MINURSO de mettre pleinement en œuvre son mandat tel que spécifié dans le Plan de règlement onusien et africain.Sidi Omar a également renouvelé la volonté de la partie sahraouie de continuer à travailler avec les Nations Unies et l'Union africaine dans le but de parvenir à une solution pacifique, juste et durable au conflit entre la République sahraouie et le royaume du Maroc conformément aux buts et principes de la charte de l'ONU et de l'Acte constitutif de l'UA.

Pour rappel, et au cours des dernières semaines, l'Envoyé personnel du SG de l'ONU au Sahara occidental a poursuivi ses efforts diplomatiques pour tenter de faire avancer le processus politique. En janvier dernier, il s'est rendu à Pretoria en Afrique du Sud pour rencontrer de hauts responsables du gouvernement. Le 11 mars, De Mistura était à Moscou où il a rencontré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov. Ce dernier a souligné l'importance de parvenir à une «solution juste, à long terme et mutuellement acceptable à la question du Sahara occidental», conformément aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

De Mistura s'est entretenu également, le 22 mars dernier à Londres, avec le ministre d'Etat britannique, à l'Asie du Sud et au Commonwealth, qui lui a renouvelé le soutien de son pays à ses efforts pour le règlement du conflit au Sahara occidental.

Mohamed K.

Brahim Ghali reçu par le président Tebboune

LE PRÉSIDENT de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier à Alger, le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), M. Brahim Ghali. La rencontre s'est déroulée en présence du chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général d'armée Saïd Chanegriha et du directeur de Cabinet à la présidence de la République, M. Boualem Boualem. Etaient présents également du côté sahraoui, le ministre conseiller chargé des affaires diplomatiques, Mohamed Salem Ould Salek, le chef d'Etat-major de l'Armée populaire de libération sahraouie, Mohamed El Ouali Akik et l'ambassadeur de la RASD à Alger, Abdelkader Taleb Omar.

S. N.

FORMATION

Goudjil salue la stratégie de l'ANP

LE PRÉSIDENT du Conseil de la nation, Salah Goudjil a mis en avant, hier, à Alger, la stratégie adoptée par l'Armée nationale populaire (ANP) en matière de formation, a indiqué un communiqué du Conseil.

«Sous la supervision de M. Salah Goudjil, président du Conseil de la nation, et dans le cadre des Journées portes ouvertes organisées par le Conseil, un groupe d'étudiants stagiaires de l'Ecole supérieure militaire d'information et de communication a effectué, mardi 16 avril, une visite guidée au siège du Conseil», a précisé le communiqué.

M. Goudjil a également salué les efforts considérables de l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), en termes de préservation de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale du pays.

Le président du Conseil a rappelé que les vaillants moudjahidine ont adopté, après l'indépendance, l'appellation de l'Armée nationale populaire, afin que cette armée reste toujours liée à la nation et au peuple et avec une symbolique qui la distingue des autres armées de par le monde. Il a, également, salué la stratégie de formation adoptée par l'institution de l'ANP pour la préparation et la formation de cadres. M. Goudjil a souligné «le rôle stratégique» des médias, notamment en temps de guerre.

Au cours de cette visite, le groupe d'étudiants stagiaires de l'Ecole supérieure militaire d'information et de communication a visité différents espaces et installations du Conseil, où il a reçu des explications détaillées sur l'histoire, la composante, les missions et le rôle de cette institution législative constitutionnelle.

S. N.



CAISSE NATIONALE DE RETRAITES

Les retraités appelés à utiliser l'application de reconnaissance faciale

LA CAISSE nationale des retraites (CNR) a lancé un appel à tous les retraités pour utiliser la technique de reconnaissance faciale via l'application «Takaoudi», ce qui leur évitera de se déplacer au niveau des agences locales.

Dans un communiqué rendu public, la CNR précise que cette technique est disponible sur l'application téléchargeable via le lien http://bit.ly/40hHDtF. Cette initiative vise à dématérialiser les démarches administratives et à offrir une expérience utilisateur plus fluide et moderne. Cette prestation numérique inédite en Algérie évite aux retraités tout déplacement aux agences locales pour le dépôt de la fiche familiale de l'état civil, ajoute le même document.

Plus de 42 900 retraités ont déjà utilisé la reconnaissance faciale via l'application «Takaoudi» depuis son lancement. La CNR prévoit que ce nombre va considérablement augmenter dans les mois à venir.

Il convient de noter que la CNR a adopté une approche numérique novatrice pour faciliter le quotidien des retraités, et ce à travers la mise à disposition de 14 services à distance.

Le directeur général de la CNR, Djaffar Abdelli, avait affirmé, lors d'une récente présentation devant la commission de la Santé, des Affaires Sociales, du Travail et de la Formation professionnelle de l'Assemblée populaire nationale, que cette transition vers des services à distance offre un accès sans précédent aux avantages de la caisse.

Evoquant la reconnaissance faciale, telle qu'elle est mise en œuvre par la CNR, le responsable a expliqué qu'elle représente une avancée majeure. Elle élimine la nécessité de se rendre physiquement à un bureau pour vérifier son identité, ce qui est particulièrement précieux pour les retraités qui vivent loin des centres urbains.

L'application mobile dédiée à la retraite offre également, selon lui, une nouvelle dimension à l'accessibilité des services. Les retraités peuvent désormais effectuer des démarches administratives, consulter des informations cruciales et rester en contact avec la CNR en quelques clics, où qu'ils se trouvent.

Lynda Louifi